

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

12 April 1988

Doc. 5864

REPORT OF THE SECRETARY GENERAL

on problems of education and training
in Europe¹

presented on the occasion of the debate
on the progress of European co-operation
during the first part of the 40th Session
of the Parliamentary Assembly
(May 1988)

I. The context of education in Europe :
education in a time of change and uncertainty

1.1. Europe is living through a period of change and uncertainty, stresses and transformations, comparable to those experienced by our continent during the Industrial Revolution of the last century. In this challenging situation, many public figures — politicians, leaders of industry and trade-unionists — argue that education is one of the keys, if not the key, to securing personal fulfilment and social justice, improving chances of employment, and ensuring Europe's competitiveness on world markets.

1.2. The present economic recession, characterised by high unemployment, and an almost traumatic restructuring of Europe's basic industries have been dominant, even obsessive, issues in public discussions in the 1980s. There are some twenty-one million unemployed in the Council of Europe's member states and, in many countries, young people under 25 account for 40% of those without work. Europe is facing severe competition in world markets, and our industries and businesses are also bracing themselves for the challenges of the single European market of 1992.

1.3. There is now a much greater general awareness of the relationship between education and the economy and of the need for more effective co-operation between education systems and the world of work. However, education and training by themselves do not create jobs, and there are those who argue that there has been a fundamental shift both in the pattern and structure and in the nature and amount of work.

1.4. The new technologies are often an important element in public discussion about employment. Although they have resulted in the replacement and deskilling of certain categories of workers, they have also created jobs, but these

1. Referred to the Committee on Culture and Education and all competent committees, for opinion: Reference No. 1595 (Standing Committee, 23 March 1988).

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

12 avril 1988

Doc. 5864

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

sur les problèmes de l'éducation
et de la formation en Europe¹

présenté à l'occasion du débat
sur les progrès de la coopération européenne
lors de la première partie de la 40^e Session
de l'Assemblée parlementaire
(mai 1988)

I. Le contexte de l'éducation en Europe :
l'éducation en une période de mutation et d'incertitude

1.1. L'Europe vit une période de mutation et d'incertitude, de tensions et de transformations, comparable à celles qu'a connues notre continent durant la révolution industrielle du siècle dernier. Dans cette situation de défi, de nombreuses personnalités publiques — hommes politiques, industriels et syndicalistes — affirment que l'éducation est l'une des clés, sinon la seule, permettant d'assurer l'épanouissement personnel et la justice sociale, d'améliorer les perspectives de l'emploi et de garantir la compétitivité de l'Europe sur les marchés mondiaux.

1.2. La récession économique actuelle, caractérisée par un important chômage, et une restructuration presque traumatique des industries de base de l'Europe ont été des questions prédominantes, voire obsessionnelles dans les débats publics des années 80. Il y a quelque vingt et un millions de chômeurs dans les Etats membres du Conseil de l'Europe et, dans bien des pays, les jeunes âgés de moins de 25 ans en représentent 40 %. L'Europe affronte une concurrence sévère sur les marchés mondiaux, et nos industries et entreprises sont également en train de s'armer pour relever les défis du marché unique européen de 1992.

1.3. On se rend aujourd'hui beaucoup mieux compte, d'une manière générale, de la relation entre l'enseignement et l'économie et de la nécessité d'une coopération plus effective entre les systèmes éducatifs et le monde du travail. Toutefois, l'éducation et la formation ne sont pas en elles-mêmes créatrices d'emplois et certains font valoir qu'il y a eu un changement fondamental tant dans le modèle et la structure du travail que dans sa nature et sa quantité.

1.4. Les nouvelles technologies sont souvent un important élément dans la discussion publique sur l'emploi. Bien qu'elles aient entraîné le remplacement et la déqualification de certaines catégories de travailleurs, elles ont également créé des

1. Renvoyé à la commission de la culture et de l'éducation et à toutes les commissions compétentes, pour avis: Renvoi n° 1595 (Commission Permanente, 23 mars 1988).

usually require new levels of education, training and skills. The perspectives opened up by new developments such as the doubling of scientific and technical information every five years, satellite communications, distance learning, compact disc technology, interactive video, electronic data-bases, telecommuting and artificial intelligence have led to claims that we have entered a "post-industrial" or "information" society. The implications of this information society for education policies will be the main theme of the next session of the Standing Conference of European Ministers of Education, in 1989.

1.5. Education budgets still rank high on lists of public expenditure. For example, in Spain education accounts for about 15% of the state budget and in the United Kingdom for over 10% of public expenditure, while the French education system employs over one million people. On the other hand, the last few years have been characterised by cutbacks in public expenditure and, after years of growth, educational policy-makers are now faced with problems of contraction.

1.6. At the same time, there has been a sea change in public discussions on education. In 1983, the European Ministers of Education detected "a mood of dissatisfaction and anxiety" about education, and many politicians and taxpayers are wondering whether they are getting value for money from their considerable investment in education. This concern about cost-effectiveness, quality and standards has been triggered off by the high unemployment figures and by the revelation that, in spite of the expansion of public education systems, a disturbingly high number of young people and adults do not have the basic literacy needed to understand a newspaper article, election material or technical handbooks. Also, in some European countries, there have been important changes in political decision-making through decentralisation. There is also growing community and parental involvement in education.

1.7. Perhaps as a result of the economic recession, there has been an increase in the number of challenges to democratic values in Europe, for example, through intolerance, violence and terrorism.

1.8. Last year in my report on "social cohesion", I analysed several far-reaching social trends in Europe. There is no need for me to repeat my analysis again in detail in this report but, as many of these trends find their roots in education problems or can have important implications for education policies, we should bear them in mind during the present discussion. In particular, we should recall the changes in :

emplois, mais ceux-ci requièrent généralement de plus hauts niveaux d'éducation, de formation et de compétence. Les perspectives ouvertes par des faits nouveaux tels que le doublement des informations scientifiques et techniques tous les cinq ans, l'apprentissage à distance, la technologie du disque compact, la vidéo interactive, les bases de données électroniques, le télétravail et l'intelligence artificielle ont amené certains à prétendre que nous sommes entrés dans une société « postindustrielle » ou « de l'information ». Les conséquences de cette société de l'information pour les politiques éducatives seront le thème principal de la prochaine session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Éducation, en 1989.

1.5. Les budgets de l'éducation occupent toujours une place majeure dans les budgets publics. En Espagne, par exemple, l'éducation représente environ 15 % du budget de l'État et, au Royaume-Uni, plus de 10 % des dépenses publiques, tandis que le système éducatif français emploie plus d'un million de personnes. D'autre part, les dernières années ont été caractérisées par une compression des dépenses publiques et, après des années de croissance, les responsables de la politique éducative se trouvent aujourd'hui confrontés à des problèmes de contraction des crédits.

1.6. En même temps, on a noté une évolution dans les discussions publiques sur l'éducation. En 1983, les ministres européens de l'Éducation décelaient « un climat d'insatisfaction et d'anxiété » à propos de l'éducation, et de nombreux hommes politiques et contribuables se demandent aujourd'hui si, dans ce domaine, les résultats correspondent aux investissements considérables qui y sont consacrés. Cette préoccupation concernant la rentabilité, la qualité et les normes a été déclenchée par les chiffres élevés du chômage et par la révélation que, malgré l'expansion des systèmes éducatifs publics, un pourcentage alarmant de jeunes et d'adultes n'ont pas les connaissances de base suffisantes pour comprendre un article de journal, un bulletin électoral ou un manuel technique. De même, dans certains pays européens, des changements importants se sont produits dans la prise des décisions politiques du fait de la décentralisation. On observe également un rôle croissant de la collectivité et des parents dans l'éducation.

1.7. Par suite peut-être de la récession économique, on a assisté à un accroissement du nombre des défis lancés aux valeurs démocratiques en Europe, par exemple, par l'intolérance, la violence et le terrorisme.

1.8. L'an dernier, dans mon rapport sur « la cohésion sociale », j'ai analysé plusieurs tendances sociales profondes en Europe. Il est inutile de revenir sur cette analyse dans le détail, dans le présent rapport, mais, étant donné que bon nombre de ces tendances trouvent leur origine dans ou ont d'importantes conséquences pour les politiques éducatives, nous devrions les garder présentes à l'esprit durant la présente discussion. En particu-

i. the stability of personal and family relationships. In some parts of our big European cities, according to a study made by the Council of Europe on pre-school education, over 20% of the children come from one-parent families ;

ii. the composition and structure of the population. Most European countries have become multicultural societies through migration and immigration, and the total number of foreign-born exceeds twenty million. Furthermore, in thirteen member states, a decline of more than seven and a half million is expected in the 0 to 14 age-group between 1980-2000, while generally the numbers of those aged 80 and over will increase by nearly one-third. There will thus be a drop in the demand for places in pre-school and primary education and an increase in the demand for care and health services for the very old ;

iii. the roles of women and men both in the family and in the workplace. Education systems have been asked to contribute to the promotion of greater equality between women and men, for example by combating sex-stereotyping in schools and by providing girls with a wider range of skills which will open up more career opportunities for them ;

iv. standards of living and the emergence of what has been called "the new poverty", with its attendant dangers of exclusion and marginalisation. It is estimated that one million young Europeans are homeless or in acute need of housing.

This list is not exhaustive and other problems such as drug abuse and AIDS could also be mentioned as problems with educational dimensions.

1.9. Each of these trends or challenges has resulted in new demands on our education systems which are thus being pressed to respond to far-reaching economic, technological, political and social developments whose roots lie outside the education system. We must have reasonable expectations of our schools, colleges, universities and training centres because these developments require global or co-ordinated policies involving several ministries and a new range of partners from within the community itself, in particular parents, employers and trade-unionists.

II. The Council of Europe's response : education, a life-long process

2.1. Since the beginning of the 1980s, the Council of Europe has mapped out the main prob-

lier, je voudrais rappeler les changements survenus :

i. dans la stabilité des relations personnelles et familiales. Une étude du Conseil de l'Europe sur l'éducation préscolaire a montré que, dans certains quartiers de nos grandes villes, plus de 20 % des enfants sont issus de familles monoparentales ;

ii. dans la composition et la structure de la population. La plupart des pays européens sont devenus des sociétés multiculturelles par la migration et l'immigration, et le nombre total des étrangers dépasse vingt millions. En outre, dans treize Etats membres, on prévoit une diminution de plus de sept millions et demi d'individus dans le groupe d'âge de 0 à 14 ans de 1980 à l'an 2000, tandis que, d'une manière générale, le nombre des vieillards âgés de 80 ans et au-delà augmentera d'environ un tiers. Il y aura donc une baisse de la demande en ce qui concerne les places dans l'enseignement préscolaire et primaire et une hausse en ce qui concerne les soins et les services de santé pour les personnes très âgées ;

iii. dans les rôles respectifs des femmes et des hommes, tant au sein de la famille que sur le lieu du travail. Les systèmes éducatifs ont été invités à contribuer à la promotion d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, par exemple, en luttant contre les stéréotypes sexuels dans les écoles et en offrant aux filles un plus large éventail de formations, qui leur ouvriront davantage de possibilités de carrière ;

iv. dans les niveaux de vie et l'apparition de ce qu'on a appelé la «nouvelle pauvreté», avec les dangers qui l'accompagnent de l'exclusion et de la marginalisation. On estime à un million le nombre de jeunes Européens sans foyer ou qui ont des problèmes aigus de logement.

Cette liste n'est pas exhaustive et j'aurais pu mentionner d'autres problèmes tels que la toxicomanie et le SIDA qui ont aussi des dimensions éducatives.

1.9. Chacun des défis ou tendances identifiés dans cette brève revue a entraîné de nouvelles exigences pour nos systèmes éducatifs. On attend donc maintenant d'eux qu'ils répondent à de profonds changements économiques, technologiques, politiques et sociaux dont l'origine leur est extérieure. Nous devons avoir des exigences raisonnables vis-à-vis de nos écoles, collèges, universités et centres de formation, parce que ces changements requièrent des politiques globales ou coordonnées mettant en jeu plusieurs ministères et un nouvel éventail de partenaires issus de la communauté elle-même, en particulier les parents, les employeurs et les syndicalistes.

II. La réponse du Conseil de l'Europe : l'éducation, le processus de toute une vie

2.1. Depuis le début des années 80, le Conseil de l'Europe a tracé les contours des grands problè-

lems and developments in the various sectors of education: pre-school, primary, secondary, adult and higher education. Through a pooling of research, experience and ideas, our Organisation has indicated how education systems can help to equip the citizens of Europe with the knowledge, skills and attitudes that they need for life in an interdependent Europe and an interdependent world characterised by constant and rapid change.

2.2. The Council of Europe has given answers to the main questions which have considerable political and social implications and which cut across the traditional sectors of our education systems: education and employment, education and democracy, education and the multicultural society, and education and the mass media. These issues are closely linked to the pluralist nature of our European societies.

2.3. At the same time, a significant part of the Council of Europe's work on education has always been devoted to the promotion of a European dimension in education in the spirit of the Organisation's Statute and the European Cultural Convention. We have sought to suggest how education systems can improve understanding and communication among Europeans, bring the peoples of Europe closer together and make them aware of their common heritage and their common responsibilities.

2.4. The present period of uncertainty should not blind us to the genuine achievements of our education systems in the past 40 years. Today, the vast majority of Europeans are given an education that was only available to a select few in the past and, as the Council of Europe's recent projects on education have shown, much is being done by member states to meet the challenges of today's society through programmes to prepare young people for family life and the world of work, to combat sex-stereotyping, to improve the integration of young migrants into their host country and to integrate the handicapped and disabled in ordinary schools and the mainstream of society. Indeed, a notable characteristic of education in Europe is its concern with the individual and in helping all Europeans to realise their potential.

Pre-school and primary education

2.5. The importance of early childhood education has been overshadowed recently by public discussion on youth unemployment and education and training for the 14 to 19 age-group. But we should remember that many essential character-

mes et faits nouveaux dans les divers secteurs de l'éducation: enseignement préscolaire, primaire, secondaire, éducation des adultes et enseignement supérieur. Par une centralisation de recherches, d'expériences et d'idées, notre Organisation a montré comment les systèmes d'enseignement peuvent aider les Européens à acquérir les connaissances, les compétences et les attitudes dont ils ont besoin pour vivre dans une Europe interdépendante et dans un monde interdépendant caractérisé par les changements constants et rapides.

2.2. Le Conseil de l'Europe a également répondu aux principales questions qui ont des incidences politiques et sociales considérables et qui traversent les secteurs traditionnels de nos systèmes d'enseignement: l'éducation et l'emploi, l'éducation et la démocratie, l'éducation et la société multiculturelle, et l'éducation et les *mass media*. Ces questions sont étroitement liées à la nature pluraliste de nos sociétés européennes.

2.3. Dans le même temps, une partie importante des activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation a été consacrée à la dimension européenne de l'éducation, dans l'esprit du Statut de l'Organisation et de la Convention culturelle européenne. Nous avons essayé de montrer comment les systèmes éducatifs peuvent améliorer la compréhension et la communication entre les Européens, rapprocher davantage les peuples de l'Europe et leur faire prendre conscience de leur patrimoine commun et de leurs responsabilités communes.

2.4. La période actuelle d'incertitude ne devrait pas nous masquer les succès authentiques qu'ont remportés nos systèmes éducatifs au cours des quarante dernières années. Aujourd'hui, la grande majorité des Européens reçoit une éducation qui n'était accessible qu'à une petite élite dans le passé et, ainsi que l'ont montré les récents projets du Conseil de l'Europe sur l'éducation, les Etats membres déploient de nombreux efforts pour relever les défis de nos sociétés contemporaines: à travers des programmes visant à préparer les jeunes à la vie familiale et au monde du travail, à combattre les stéréotypes sexuels, à améliorer l'intégration des jeunes migrants dans leurs pays d'accueil et à intégrer les handicapés et les invalides dans les écoles ordinaires et dans le grand courant de la société. En effet, une caractéristique notable de l'éducation en Europe est son souci de l'individu et sa volonté d'aider tous les Européens à réaliser leur potentiel.

Education préscolaire et enseignement primaire

2.5. L'importance de la scolarisation précoce a été récemment voilée par le débat public sur le chômage des jeunes et sur l'éducation et la formation à donner au groupe d'âge de 14 à 19 ans. Mais nous devrions nous souvenir que de nom-

istics and skills emerge before the beginning of formal education. Pre-school education can stimulate socialisation, creativity, intellectual development, self-expression, independence and initiative — qualities that all of us need if we are to cope with change and diversity. The Council of Europe's project on pre-school education argued that there is a strong need for active communication and co-operation between pre-schools and families, and the importance of such co-operation has been a leitmotiv of all of the Council of Europe's recent work on education. The pre-school, and other agencies concerned with young children, should work with and through the family to guarantee continuity of experience for each child.

2.6. Primary education used to be the only basic education for Europeans. This is no longer the case because of the large-scale development of pre-school education and the universal provision of compulsory secondary education. The primary school has become the crucial foundation stage in a process of life-long learning, changing, developing and training. The term "education" is no longer synonymous with "schooling", and learning will take place in a variety of environments, including school, the home and the workplace. In these circumstances, the primary school should widen children's perspectives of their physical and cultural environment, promote democratic values, and impart basic skills, attitudes and knowledge. These will include communication, problem-solving and thinking skills. A mastery of written and oral expression is essential because, without basic literacy, our young people will be unable to function as individuals, citizens or workers, and they will be doomed to lives of frustration and marginalisation.

2.7. The Council of Europe's recent project on primary education also stressed the importance of mathematics, science and technology, informatics, social studies and media education, as well as the early learning of a foreign language.

Secondary education

2.8. One major challenge to our education system is that many young people leave school without qualifications or without proficiency in skills necessary for everyday living. All young people should receive a broad general education covering four key areas :

i. preparation for personal life, which should give young people a positive and realistic self-image and include personal, family and community relations ;

breux traits de la personnalité et les attitudes essentielles émergent avant le début de l'enseignement formel. L'éducation préscolaire peut stimuler la socialisation, la créativité, le développement intellectuel, l'expression libre, l'indépendance et l'initiative — qualités dont nous avons tous besoin si nous voulons affronter victorieusement le changement et la diversité. Le projet du Conseil de l'Europe sur l'éducation préscolaire a souligné l'impérieuse nécessité d'une communication et d'une coopération actives entre l'école maternelle et la famille, et l'importance d'une telle coopération a été un leitmotiv de tous nos récents travaux sur l'éducation. L'école maternelle, ou tout établissement s'occupant de jeunes enfants, doit travailler avec la famille et à travers elle pour assurer la continuité de l'expérience pour chaque enfant.

2.6. L'enseignement primaire était autrefois la seule éducation de base des Européens. Ce n'est plus le cas en raison du large développement de l'enseignement préscolaire et de la généralisation de l'enseignement secondaire obligatoire. L'école primaire est devenue le véritable fondement du processus d'apprentissage, de changement, de développement et de formation qui durera toute la vie. Le terme « éducation » n'est plus synonyme de « scolarité » et l'apprentissage se fera dans une variété d'environnements parmi lesquels l'école, le foyer et le lieu de travail. Dans ces circonstances, l'école primaire devrait élargir la perception qu'ont les enfants de leur environnement physique et culturel, promouvoir les valeurs démocratiques, et leur donner des aptitudes, attitudes et connaissances de base. Au nombre de celles-ci figureront les aptitudes à la communication, à la résolution des problèmes et à la réflexion. La maîtrise de l'expression écrite et orale est essentielle parce que, sans une compétence de base en lecture et en écriture, nos jeunes ne pourront pas jouer leur rôle en tant qu'individus, citoyens ou travailleurs, et ils seront voués à des vies de frustration et de marginalisation.

2.7. Le récent projet du Conseil de l'Europe sur l'enseignement primaire a également insisté sur l'importance des mathématiques, de la science et de la technologie, de l'informatique, de la sociologie et de l'éducation aux médias, ainsi que sur l'apprentissage précoce d'une langue étrangère.

Enseignement secondaire

2.8. Un des problèmes majeurs auxquels nos systèmes éducatifs doivent faire face est que trop de jeunes quittent l'école sans qualification et sans les aptitudes nécessaires à la vie quotidienne. Chaque jeune devrait recevoir un solide enseignement général couvrant quatre domaines clés :

i. la préparation à la vie personnelle, qui doit donner aux jeunes une image personnelle positive et réaliste d'eux-mêmes et inclure les relations personnelles, familiales et communautaires ;

ii. preparation for life in a democratic society, which should cover human rights and fundamental freedoms, the duties and responsibilities of citizens and help young people to participate in public life ;

iii. preparation for working life, which should provide a broad perspective on working life and include both a theoretical introduction to the nature and forms of work and work experience ;

iv. preparation for cultural life, which should enable young people to find sources of personal enrichment and include an introduction to our cultural, spiritual, historical and scientific heritage, as well as preparation for life in a multicultural society.

These key areas, which are closely interdependent, cover the different roles that we play in the course of our lives — as individuals, learners, spouses and parents, citizens, workers, consumers and leisure-time users.

2.9. Special attention should be paid to the needs of young people in the two or three years just before and just after the end of compulsory education. In many European countries, these years correspond to those between 14 to 19. They are significant because they cover a major part of adolescence which is characterised by intensive personal and social growth. It is also the period when all young people have to take momentous, and sometimes irrevocable, decisions about their future. Furthermore, in a large number of countries, the age of majority has been lowered to 18, with the result that young people may vote, marry and own property within a few years of leaving compulsory schooling.

2.10. This is the reason why the importance of experiential learning in preparing young people for life should be stressed. All young people should be given first-hand experience of problem-solving, decision-making, planning, setting priorities, managing and creating. As many of these experiences cannot be provided in the classroom, schools should establish a wide range of contacts and exchanges with families, the local community, social, political and cultural institutions, the world of work, and other countries.

2.11. The educational, social and political goals of the secondary school in preparing young people for working life could be summarised as follows :

i. to accept, preserve and promote human values, democracy and human rights ;

ii. la préparation à la vie dans une société démocratique, qui doit couvrir les droits humains et les libertés fondamentales, les devoirs et responsabilités des citoyens et aider les jeunes à participer à la vie publique ;

iii. la préparation à la vie active, qui doit leur offrir de larges perspectives sur le monde du travail et comporter à la fois une introduction théorique à la nature et à la forme de divers types de travail et des occasions d'expériences professionnelles ;

iv. la préparation à la vie culturelle qui doit permettre aux jeunes de trouver des sources d'enrichissement personnel et comporter une introduction à notre patrimoine culturel, spirituel, historique et scientifique ainsi qu'une préparation à la vie dans une société multiculturelle.

Ces domaines clés, qui sont étroitement interdépendants, couvrent les différents rôles que nous jouons dans le courant de notre vie — comme individus, étudiants, époux et parents, citoyens, travailleurs, consommateurs et pendant le temps libre.

2.9. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des jeunes durant les deux ou trois ans précédant et suivant immédiatement la fin de la scolarité obligatoire. Dans bon nombre de pays européens, ces années correspondent à l'intervalle 14 à 19 ans. Elles sont importantes parce qu'elles couvrent la majeure partie de l'adolescence qui se caractérise par un développement personnel et social intensif et qu'elles incluent la fin de la scolarité obligatoire, moment où tous les jeunes doivent prendre des décisions d'une portée considérable, et parfois irrévocables, sur leur avenir. En outre, dans un grand nombre de pays, l'âge de la majorité a été abaissé à 18 ans, en sorte que les jeunes peuvent aujourd'hui voter, se marier et posséder des biens quelques années seulement après avoir terminé leur scolarité obligatoire.

2.10. Cette évolution explique l'importance de l'apprentissage par l'expérience dans la préparation des jeunes à la vie. Chaque jeune devrait apprendre par lui-même à résoudre des problèmes, prendre des décisions, planifier, fixer des priorités, gérer et créer. Etant donné que bon nombre de ces possibilités ne peuvent être offertes en classe, les écoles devraient établir un large éventail de contacts et d'échanges avec les familles, la communauté locale, les institutions sociales, politiques et culturelles, le monde du travail, et l'étranger.

2.11. Les objectifs éducatifs, sociaux et politiques de l'enseignement secondaire pour préparer les jeunes à la vie active pourraient être résumés comme suit :

i. reconnaître, sauvegarder et promouvoir les valeurs humaines, la démocratie et les droits de l'homme ;

ii. to further European co-operation, to display a sense of solidarity with the rest of the world and to work for peace ;

iii. to understand and respect others, to be tolerant, to recognise the right to be different and to combat prejudice ;

iv. to resolve conflict in an open and democratic manner ;

v. to display positive attitudes towards learning and work ;

vi. to respond with initiative to changing situations, including different patterns of employment ;

vii. to understand the basic ideas of data processing and to take an informed and socially responsible stand on scientific and technological issues ;

viii. to adopt discriminating attitudes towards the messages of the mass media and advertising ;

ix. to display a sense of stewardship towards the environment.

Adult and recurrent education

2.12. The pace of technical change and the expansion of knowledge are so great that it is no longer possible to turn an initial diploma or qualification into a job for 40 years. Europe is moving towards a system of "life-long learning" or "recurrent education" which, as the European Ministers of Education have noted, will involve "the co-ordination of the various sectors of educational provision: formal and informal, vocational and non-vocational".

2.13. Adult education will have an important role to play in any system of recurrent education because it is an essential means of helping men and women to cope with new patterns of work, unemployment and leisure. Indeed, the final conference of the Council of Europe's project on "Adult education and community development" in 1986 claimed that "adult and continuing education should be regarded as a human right — as an essential prerequisite not only for the adaptation of men and women to rapid changes in society, but also for them to be able to take full advantage of their ability to shape their own existence and to play an active part in development".

2.14. Today there is a demand for broad adaptable qualifications, as well as for flexibility in post-compulsory education, for example through training and retraining programmes, systems of alternation, and second opportunity schemes. These new forms of education and training do not

ii. poursuivre la coopération européenne, faire preuve d'un sens de solidarité à l'égard du reste du monde et œuvrer pour la paix ;

iii. comprendre et respecter autrui, être tolérant, reconnaître le droit à la différence et combattre les préjugés ;

iv. surmonter les conflits dans un esprit d'ouverture et de manière démocratique ;

v. adopter une attitude positive vis-à-vis de l'apprentissage et du travail ;

vi. faire preuve d'initiative face aux changements, notamment en matière d'emploi ;

vii. comprendre les principes fondamentaux de l'informatique et se former un avis éclairé et socialement responsable sur les questions scientifiques et technologiques ;

viii. accueillir avec discernement les messages que déversent les *mass medias* et la publicité ;

ix. faire preuve d'un sens des responsabilités dans la gestion de l'environnement.

Education des adultes et formation continue

2.12. Le rythme de l'évolution technique et l'expansion des connaissances sont tels qu'il n'est plus possible, avec un diplôme ou une qualification initiale, d'occuper le même emploi pendant quarante ans. L'Europe se dirige vers un système d'«apprentissage à vie» ou de «formation continue» qui, comme les ministres européens de l'Education l'ont noté, comportera «la coordination des divers secteurs de l'enseignement: formel et informel, professionnel et non professionnel».

2.13. L'éducation des adultes aura un rôle important à jouer dans tout système de formation continue parce qu'elle est un moyen essentiel d'aider les hommes et les femmes à s'adapter à de nouvelles structures de travail, de chômage et de loisirs. En effet, la conférence finale sur le projet «Education des adultes et développement de la communauté» du Conseil de l'Europe, en 1986, a proclamé que «l'éducation des adultes et la formation continue doivent être considérées comme un droit de l'homme — comme une condition préalable essentielle non seulement pour l'adaptation des hommes et des femmes aux changements rapides de la société, mais également pour qu'ils puissent profiter pleinement de leurs possibilités de modeler leur propre existence et de prendre une part active au développement de la communauté».

2.14. Apparaissent aujourd'hui comme souhaitables des qualifications permettant une adaptation à une gamme étendue de situations, ainsi que la souplesse dans l'éducation après la scolarité obligatoire, par exemple, par des programmes de formation et de reconversion, des systèmes d'alter-

necessarily take place in schools, universities and traditional adult education courses, and one of the most significant and dynamic sectors of education today is the informal sector which covers company training, staff development, business and professional associations, women's organisations, youth clubs, trade unions and co-operatives.

2.15. Earlier I referred to the ageing of the European population, and, in many countries, adult and community education are being pressed to respond to the needs of an increasing number of people who are in voluntary or enforced retirement from their early 50s and may live well into their 80s. How can adult education help to keep them in the mainstream of society and use their talents and experience? This question will be the subject of new work by the Council of Europe in the next three years.

Higher education

2.16. Our universities and institutions of higher education have long been one of Europe's glories, but today, after a period of generous expansion, they are facing problems of reduced resources, student unrest and criticisms that graduates are often ill-prepared for their working lives. In some countries, too many young people fail to finish the courses of study which they started with such optimism and hope.

2.17. Our universities must continue to promote all that is best in European scholarship, work for the advancement of knowledge and social progress, defend moral and human values, and maintain intellectual rigour. On the other hand, to meet the challenges of industrial, demographic and social change, they will have to cater for new groups of learners and assume new roles, often in partnership with business and industry, local and regional authorities, and the community. In particular, higher education will make a significant contribution to the development of life-long learning systems.

2.18. I welcome the new forms of co-operation on research and training between higher education on the one hand and the worlds of business and industry on the other. They are a guarantee that Europe will maintain her traditional vitality and creativity. But this must not be achieved at the expense of fundamental research, and we must guard against too utilitarian a view of research.

nance et des systèmes offrant une deuxième chance. Ces nouvelles formes d'éducation et de formation ne sont pas nécessairement assurées par les écoles, les universités et les cours traditionnels pour adultes, et l'un des secteurs les plus importants et les plus dynamiques de l'éducation aujourd'hui est le secteur informel qui englobe la formation au sein des entreprises, la formation du personnel, les associations commerciales et professionnelles, les organisations féminines, les clubs de jeunes, les syndicats et les coopératives.

2.15. J'ai évoqué plus haut le vieillissement de la population européenne et, dans bien des pays, on demande à l'éducation des adultes et à l'éducation communautaire de répondre aux besoins d'un nombre croissant d'individus qui se trouvent, volontairement ou non, à la retraite alors qu'ils sont à peine quinquagénaires et qu'ils pourraient bien vivre jusqu'à plus de 80 ans. Comment l'éducation des adultes peut-elle les aider à garder leur place au sein du grand courant de la société et à utiliser leur talent et leur expérience? Cette question sera le sujet de nouveaux travaux du Conseil de l'Europe dans les trois prochaines années.

Enseignement supérieur

2.16. Nos universités et institutions d'enseignement supérieur ont longtemps été une des gloires de l'Europe, mais aujourd'hui, après une période d'expansion généreuse, elles se heurtent aux problèmes d'une diminution de leurs ressources, de l'agitation des étudiants et aux critiques selon lesquelles les diplômés sont souvent mal préparés à leur vie de travail. Dans certains pays, trop de jeunes n'arrivent pas au bout des études qu'ils avaient commencées avec tant d'optimisme et d'espoir.

2.17. Nos universités doivent continuer à promouvoir tout ce qu'il y a de mieux dans la science européenne, œuvrer pour le développement de la connaissance et du progrès social, défendre les valeurs morales et humaines, et sauvegarder la rigueur intellectuelle. D'un autre côté, pour répondre au défi des changements industriel, démographique et social, ils devront s'occuper de nouveaux groupes d'étudiants et assumer de nouveaux rôles, souvent en collaboration avec le milieu commercial et industriel, les autorités locales et régionales et la collectivité. En particulier, l'enseignement supérieur apportera une contribution importante à la mise en place des systèmes d'apprentissage permanent.

2.18. Je salue les nouvelles formes de coopération en matière de recherche et de formation entre l'enseignement supérieur d'une part et les mondes du commerce et de l'industrie d'autre part. Elles sont une garantie que l'Europe préservera sa vitalité et sa créativité traditionnelles. Mais cela ne doit pas se faire aux dépens de la recherche fondamentale, et nous devons nous garder d'envoyer la recherche sous un angle par trop utilitaire.

Teachers and teacher training

2.19. The quality and success of Europe's education systems depend on the skills and commitment of our teachers and, in turn, these depend on the quality and relevance of their training. As the World Confederation of Organisations of the Teaching Profession (WCOTP) rightly said, "initial training can do no more than train a competent beginner", and it recommended that the training of teachers should be seen as a career-long process with regular opportunities for updating knowledge and skills, improving performance and, if necessary, retraining.

2.20. In many countries, fewer new teachers are entering schools which will thus have a stable and ageing teaching force during a time of unprecedented change. The dynamism of our education systems and the success of national policies of innovation and renewal will depend, to a large extent, on the widespread provision of effective in-service training.

2.21. Our education systems will only meet new challenges successfully if there is a high standard of leadership among those who are in charge of our schools. Directing and leading a school has become a complex and demanding task, and heads and school leaders need special training and support to be able to carry out their duties.

2.22. Today, many teachers feel that their profession has lost status and that their working conditions have deteriorated at a time when their work and responsibilities have increased. The question of status is, of course, closely linked to that of salaries, and education authorities will have to ensure that the pay of teachers is commensurate with that of other professionals if they are to attract talented and committed women and men to the teaching profession and keep them in our schools.

Educational research

2.23. Nearly every European country invests large sums of money in research on education and, at a time of financial constraint and fewer possibilities for experimentation, it is more important than ever to organise a systematic pooling and sharing of the results of educational research within Europe, for example through the further development of the data-base of the Council of Europe's EUDISED project.

2.24. Educational research is a subject of common interest to both the West and East European

Les enseignants et leur formation

2.19. La qualité et la réussite des systèmes d'éducation européens dépendent des compétences et du dévouement de nos enseignants et, à leur tour, ceux-ci dépendent de la qualité et du caractère adéquat de leur formation. Comme l'a noté la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (WCOTP) «la formation initiale ne peut faire davantage que former un débutant compétent», et recommande que l'on considère la formation des enseignants comme un processus qui se déroulera durant toute leur carrière, en leur offrant des occasions régulières de mettre à jour leurs connaissances et leurs aptitudes, d'améliorer leurs prestations et, le cas échéant, de se reconverter.

2.20. Dans de nombreux pays, le nombre des enseignants entrant dans la profession diminue, de sorte que le système éducatif disposera d'un personnel stable et vieillissant à une époque de changement sans précédent. Le dynamisme de nos systèmes éducatifs et le succès des politiques nationales d'innovation et de renouveau dépendront, dans une large mesure, de possibilités largement répandues de formation effective en cours d'emploi.

2.21. Nos systèmes éducatifs ne réussiront à relever les nouveaux défis que si les responsables de nos établissements scolaires font preuve d'un haut degré de compétence. Diriger et gérer une école est devenu une tâche complexe et exigeante, et les chefs d'établissement et proviseurs doivent recevoir une formation et un soutien spéciaux pour pouvoir remplir leur mission.

2.22. Aujourd'hui, de nombreux enseignants ont le sentiment que leur profession a perdu de son statut et que leurs conditions de travail sont dégradées, alors que leur travail et leurs responsabilités ont augmenté. La question du statut est, évidemment, étroitement liée à celle des rémunérations, et les autorités pédagogiques devront faire en sorte que la rémunération des enseignants corresponde à celle des autres secteurs professionnels si elles veulent attirer des hommes et des femmes doués et volontaires vers la profession enseignante et les garder dans nos écoles.

Recherche pédagogique

2.23. Presque tous les pays européens investissent d'importantes sommes d'argent dans la recherche sur l'éducation et, à une époque de restrictions financières et de moindre possibilité d'expérimentation, il importe plus que jamais de prévoir une mise en commun et un partage systématique des résultats de la recherche pédagogique en Europe, par exemple, par l'extension de la base de données du projet EUDISED du Conseil de l'Europe.

2.24. La recherche pédagogique est un sujet d'intérêt commun pour tous les pays européens de

countries, and every two years the Council of Europe and the Unesco Institute of Education in Hamburg hold an all-European conference of directors of educational research institutes. The most recent was organised in 1986 in Hungary, with the help of the Hungarian National Institute of Education, and the next will take place later this year in Liechtenstein, when the organisers will include the European Information Centre for the Further Education of Teachers of the Charles University in Prague. The subject of the conference will be research on the effectiveness of the training of teachers and headmasters.

2.25. It is essential to encourage a more effective dialogue between policy-makers and research-workers in Europe and to foster a feeling of belonging to a European educational research community which can hold its own with similar communities in other parts of the world, including the United States.

III. Key issues in education in Europe : education in a pluralist society

Education and employment

3.1. As I pointed out earlier, the relationship between education and employment has been a dominant issue in public discussions in the 1980s. Education serves wider purposes than the economy because we aim at educating the whole person and not just at training a worker. On the other hand, society has the right to expect young people to leave school with an understanding of the world of work and the ability to enter post-school education, training or employment, as well as lead a fulfilling personal and social life.

3.2. The relationship between education and employment is not simple because we do not know the future contours of our rapidly changing economy, and we cannot forecast the training needs of our young people and adults. In recent years, our economies have been characterised by the growth of high technology, the disappearance of unskilled jobs and the restructuring of Europe's basic industries. In some cases, it has been estimated that, by the turn of the century, under 15% of all jobs will be in the manufacturing sector.

3.3. It is a truism to say that Europe's main natural resource is the "grey matter" of her citizens, but no country today can do without a good supply of well-trained researchers, engineers, scientists, mathematicians and technologists, as well as a high level of public awareness of the importance of science and technology. Indeed, science and technology should be clearly recognised for what they are: important elements in a sound general culture. I, therefore, welcome the fact that the

l'Ouest comme de l'Est; tous les deux ans, le Conseil de l'Europe et l'Institut de l'éducation de l'Unesco à Hambourg tiennent une conférence paneuropéenne de directeurs d'instituts de recherches pédagogiques. La dernière a été organisée en 1986 en Hongrie, avec l'aide de l'Institut pédagogique national hongrois, et la prochaine aura lieu cette année au Liechtenstein, avec le concours du Centre européen d'information pour la formation continue des enseignants de l'Université Charles, de Prague. Le thème de la conférence sera la recherche sur l'efficacité de la formation des enseignants et des directeurs d'école.

2.25. Je pense qu'il est essentiel d'encourager un dialogue plus efficace entre les décideurs et les chercheurs en Europe et de développer un sentiment d'appartenance à une communauté de recherche pédagogique européenne qui puisse tenir bon face à des communautés similaires dans d'autres régions du monde, en particulier aux Etats-Unis.

III. Questions clés pour l'éducation en Europe : l'éducation dans une société pluraliste

Education et emploi

3.1. Comme je l'ai indiqué plus haut, le rapport entre l'éducation et l'emploi a été un élément dominant dans le débat public au cours des années 80. L'éducation poursuit un but plus large que simplement économique car nous visons à éduquer toute la personne et non tout juste à former un travailleur. D'autre part, la société a le droit d'attendre que les jeunes quittent l'école en ayant une compréhension du monde du travail et l'aptitude à aborder l'éducation postsecondaire, l'information ou l'emploi, ainsi qu'à mener une vie personnelle et sociale épanouissante.

3.2. Le rapport entre l'éducation et l'emploi n'est pas simple parce que nous ne connaissons pas les futurs contours de notre économie en mutation rapide et que nous ne pouvons prévoir les besoins de formation des jeunes et des adultes. Au cours des dernières années, nos économies ont été caractérisées par le développement des technologies de pointe, la disparition d'emplois non qualifiés et la restructuration des industries de base. Dans certains cas, on a estimé que, d'ici à la fin du siècle, l'ensemble des emplois du secteur industriel ne représenteront plus que 15 %.

3.3. C'est un truisme que de dire que la principale ressource naturelle de l'Europe est la « matière grise » de ses citoyens, mais aucun pays aujourd'hui ne peut se dispenser d'un nombre important de chercheurs, d'ingénieurs, de scientifiques, de mathématiciens et de technologues bien formés, de même que d'une opinion publique sensibilisée à l'importance de la science et de la technologie. En effet, la science et la technologie devraient être clairement reconnues pour ce

Council of Europe's next school project will deal with science education.

3.4. Some young people have negative perceptions of industry and do not realise that industry is the source of Europe's wealth and living standards, as well as of our ability to help less-privileged regions of the world. There is a need for an effective, permanent dialogue between the worlds of education and work, and I find encouraging the many experiments launched to this effect in member states, for example :

i. the provision of work experience for pupils during the last years of compulsory schooling ;

ii. the secondment of teachers to industry and of representatives of industry to schools and education service. In particular, teachers of technical and vocational education need regular refresher and training courses in industry if they are not to lose touch with the world of work ;

iii. the establishment of local schools-industry liaison committees, consisting of young people, parents, teachers and representatives of employers and trade unions ;

iv. efforts to improve the status of technical and vocational education. We must firmly reject the traditional prejudice against this important form of education and any attempt to see it as "a second-best education for the second best" ;

v. growing co-operation between industry and higher education ;

vi. the universal recognition of the inevitability of life-long or recurrent education, mentioned in the preceding chapter.

3.5. In the past, insufficient attention was often paid to establishing links between education and the world of work, and today, in our concern to rectify the situation, we must guard against letting the pendulum swing too far in the opposite direction, for example by providing an excessively utilitarian education and by neglecting values at the expense of functional skills. There must, of course, be a happy balance between the humanist and the scientific and technical elements of education.

Education and democracy

3.6. Both the Committee of Ministers and the Parliamentary Assembly have expressed their concern at the recent increase in challenges to democratic values such as intolerance, xenophobia,

qu'elles sont : des éléments importants d'une solide culture générale. C'est pourquoi je me félicite du fait que le prochain projet scolaire du Conseil de l'Europe portera sur l'éducation scientifique.

3.4. Certains jeunes ont une perception négative de l'industrie et ne se rendent pas compte que l'industrie est la source de la richesse et du niveau de vie de l'Europe, ni que c'est elle qui nous permet d'aider les régions du monde moins favorisées. Un dialogue permanent et efficace entre les mondes de l'éducation et du travail est nécessaire et je suis réconforté par les nombreux exemples, offerts dans les Etats membres :

i. de possibilités pour les élèves des dernières années d'école obligatoire de faire l'expérience du travail ;

ii. de détachement d'enseignants dans l'industrie et de représentants de l'industrie dans les écoles et services de l'éducation. En particulier, les professeurs d'enseignement technique et professionnel doivent régulièrement suivre des cours de mise à jour et de formation dans l'industrie s'ils ne veulent pas perdre contact avec le monde du travail ;

iii. de création de comités de liaison locaux école-industrie, composés de jeunes, de parents, d'enseignants et de représentants des partenaires sociaux ;

iv. d'efforts visant à améliorer le statut de l'enseignement technique et professionnel. Nous devons rejeter fermement le préjugé traditionnel contre cette importante forme d'éducation et toute tentation de la considérer comme « un enseignement de second choix pour des élèves de second choix » ;

v. de coopération croissante entre l'industrie et l'enseignement supérieur ;

vi. de reconnaissance générale du caractère inévitable de l'éducation permanente et récurrente que j'ai décrite dans le chapitre précédent.

3.5. Dans le passé, on s'est souvent trop peu préoccupé d'établir des liens entre l'éducation et le monde du travail ; aujourd'hui, dans notre souci de rectifier la situation, nous devons nous garder de laisser aller le pendule trop loin dans la direction opposée, par exemple, en mettant en place un enseignement excessivement utilitaire et en négligeant les valeurs au profit des aptitudes fonctionnelles. Il faut, bien entendu, trouver un heureux équilibre entre les éléments humanistes et les éléments scientifiques et techniques de l'éducation.

Education et démocratie

3.6. Le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire se sont déclarés l'un et l'autre préoccupés par le défi croissant aux valeurs démocratiques que constituent, par exemple, l'intolérance, la

racism, violence and terrorism. Furthermore, it would be wrong to see youth unemployment merely as an economic or social problem. It is also a political problem of the greatest magnitude because, "if young people cannot find the answers to their problems, their anxieties and aspirations in the democratic system, we run the very grave risk that they will seek other alternatives".

3.7. Because of its commitment to the protection of human rights and fundamental freedoms, the Council of Europe cannot remain indifferent to these challenges. In the past few years, the Council has therefore tried to define how schools can help:

i. to promote an active commitment to human rights and the principles of pluralistic democracy;

ii. to equip young people with the knowledge, skills and attitudes that they will need if they are to take an active part in the operation and improvement of our democratic institutions.

3.8. Young people are keenly interested in human rights, and they feel that a human rights education worthy of the name is much more than just studying legal and constitutional texts and mechanisms. Human rights should permeate the whole of school life — the ethos and organisation of the school, as well as the content of school curricula and relations within the school. In other words, schools should practise human rights by showing respect and consideration for all their members and by encouraging solidarity and dialogue.

3.9. Schools should provide young people with opportunities for meaningful participation in the running of their school community. Such participation can give them firsthand experience of taking responsibility and of participating in group decisions. I have been impressed by the imaginative way in which some local authorities are developing strategies for participation by young people in community affairs. This subject is under study by the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe, and I hope that local authorities in all member states will act on these ideas. If we are sincere in our wish to prepare young people for life in a democratic society, we must give them some experience of democracy while they are still at school.

3.10. Recommendation No. R (85) 7 on teaching and learning about human rights in schools, adopted in 1985 by the Committee of Ministers, stresses the importance of showing young people how to solve conflict in a non-violent way. This reflects the wish expressed by the Parliamentary Assembly that the systematic teaching of non-

xénophobie, le racisme, la violence et le terrorisme. En outre, ce serait une erreur que de considérer le chômage des jeunes seulement comme un problème économique ou social. C'est aussi un problème politique de la plus grande ampleur parce que «si les jeunes ne peuvent trouver les réponses à leurs problèmes, leurs angoisses et leurs aspirations dans le système démocratique, nous courons le risque très grave qu'ils ne cherchent d'autres solutions».

3.7. En raison de son attachement à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Conseil de l'Europe ne saurait rester indifférent à ces défis. Au cours de ces dernières années, le Conseil s'est donc efforcé de définir comment l'école peut aider:

i. à promouvoir un engagement actif en faveur des droits de l'homme et des principes de la démocratie pluraliste;

ii. à donner aux jeunes les connaissances, aptitudes et attitudes dont ils auront besoin s'ils veulent participer activement au fonctionnement et à l'amélioration de nos institutions démocratiques.

3.8. Les jeunes se sentent très concernés par la défense des droits de l'homme, et ils estiment qu'une éducation aux droits de l'homme digne de ce nom est bien davantage qu'une simple étude des textes et mécanismes juridiques et constitutionnels. Les droits de l'homme doivent pénétrer la totalité de la vie scolaire — l'éthique et l'organisation de l'école, ainsi que le contenu du programme et les relations au sein de l'établissement. En d'autres termes, l'école doit pratiquer les droits de l'homme en témoignant du respect et de la considération pour tous ses membres et en encourageant la solidarité et le dialogue.

3.9. L'école doit offrir aux jeunes des occasions de participation réelle à la gestion de leur communauté scolaire. Cette participation peut leur donner l'occasion de prendre eux-mêmes des responsabilités et de participer à des décisions collectives. J'ai été impressionné par la manière imaginative avec laquelle certaines collectivités locales ont élaboré des stratégies pour la participation des jeunes aux affaires communautaires. Cette question est actuellement étudiée par la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, et j'espère que les pouvoirs locaux de tous les Etats membres s'inspireront de ces idées. Si nous sommes sincères dans notre désir de préparer les jeunes à la vie dans une société démocratique, nous devons leur donner l'occasion de vivre cette démocratie alors qu'ils sont toujours à l'école.

3.10. La Recommandation n° R (85) 7 sur l'enseignement et l'apprentissage des droits de l'homme à l'école, adoptée par le Comité des Ministres en 1985, souligne la nécessité d'apprendre aux jeunes comment résoudre les problèmes sans recourir à la violence. Ce texte reflète le souhait exprimé par l'Assemblée que l'enseignement

violent behaviour should be an integral part of compulsory education. It is of the utmost importance to study how schools can promote co-operation and the non-violent resolution of conflicts.

3.11. Human rights education, by definition, touches on the domain of political activity and it can be sensitive and, at times, controversial. Even so, I am convinced that the dangers resulting from our not preparing the next generation to run our democratic institutions far outweigh the risks involved in a balanced human rights education.

Education and the multicultural society

3.12. Last year in my report on "social cohesion", I referred to the emergence of multicultural societies in most European countries because of migration and immigration. Today, the total number of foreign-born in Western Europe exceeds twenty million. On that occasion, I stressed that all of us have a duty to make the multicultural society work, and it is obvious that education systems can make a special contribution to fostering harmony in multicultural societies by developing bridges of communication and understanding between the different groups in the community.

3.13. Many teachers now have in their classes pupils of different nationalities, races and religions. For example, the pupils who attend schools in the Inner London Education Authority speak a total of 170 languages, while in the City of Luxembourg almost 55% of the children of school age are of foreign nationality. Schools have a double task of helping these young people to integrate into their host community and to maintain, if they wish, links with their own language and culture. This is not as easy as it may seem and, in spite of the efforts which have been made, many young people from migrant families have low levels of educational achievement, suffer from linguistic handicaps, are vulnerable on the labour-market and may be the subject of discrimination.

3.14. Intercultural education is the correct educational response to the challenges of education in a multicultural society. Such an education, which is a form of human rights education, should be based on open-mindedness, mutual understanding, solidarity, an acceptance of diversity and respect for other cultures. Interculturalism embodies the principles which have inspired the Council of Europe since its creation, and it concerns all teachers and all children.

3.15. The promotion of the intercultural dimension in our education systems, requires :

d'attitudes de non-violence devrait faire partie intégrante de la scolarité obligatoire. Il est en effet de la plus grande importance d'étudier comment les écoles peuvent contribuer à promouvoir la coopération et la solution non violente des conflits.

3.11. L'éducation aux droits de l'homme, par définition, touche au domaine de l'activité politique et elle peut être délicate et même, parfois, prêter à controverse. Toutefois, je suis convaincu que les dangers qui résulteraient d'une impréparation des jeunes générations à gérer nos institutions démocratiques sont disproportionnés par rapport aux questions soulevées par une éducation aux droits de l'homme équilibrée.

L'éducation et la société multiculturelle

3.12. L'an dernier, dans mon rapport sur « la cohésion sociale », j'ai évoqué l'émergence de sociétés multiculturelles dans la plupart des pays européens par suite des migrations et de l'immigration. Aujourd'hui, le nombre total d'étrangers en Europe occidentale dépasse vingt millions. A cette occasion, j'ai souligné que nous avons tous le devoir de faire en sorte que cette société multiculturelle fonctionne. Il est évident que les systèmes éducatifs peuvent apporter une contribution particulière à la promotion de l'harmonie dans les sociétés multiculturelles en mettant en place des ponts de communication et de compréhension entre les différents groupes de la communauté.

3.13. De nombreux enseignants ont aujourd'hui dans leur classe des élèves de différentes nationalités, races et religions. Par exemple, les élèves, qui fréquentent les écoles relevant de l'académie du centre de Londres, parlent un total de cent soixante-dix langues, tandis que, dans la ville de Luxembourg, près de 55 % des enfants d'âge scolaire sont de nationalités étrangères. Les écoles ont la double tâche d'aider ces jeunes à s'intégrer dans le pays d'accueil et à maintenir, s'ils le désirent, des liens avec leur langue et leur culture d'origine. Ce n'est pas aussi facile que cela peut le paraître et, en dépit des efforts qui ont été déployés, les jeunes de migrants ont souvent des résultats scolaires faibles, souffrent de handicaps linguistiques, sont vulnérables sur le marché de l'emploi et font parfois l'objet de discrimination.

3.14. L'éducation interculturelle est la bonne réponse pédagogique au défi de la société multiculturelle. Cette éducation, qui est une forme d'éducation aux droits de l'homme, doit être fondée sur l'ouverture d'esprit, la compréhension mutuelle, la solidarité, l'acceptation de la diversité et le respect des autres cultures. L'interculturalisme incarne les principes qui ont inspiré le Conseil de l'Europe depuis sa création, et il concerne tous les enseignants et tous les enfants.

3.15. La promotion de l'interculturalisme dans nos systèmes éducatifs requiert :

i. arrangements for teaching the languages and cultures of origin from an early age;

ii. the development of curriculum content and educational materials;

iii. the organisation of training courses for teachers and educational administrators;

iv. exchanges and co-operation between the host countries and countries of origin.

3.16. Concern is expressed from time to time that too strong a recognition of difference and diversity could undermine the social cohesion that schools are supposed to promote. In a sense, the history of Europe is a history of migration and the movements of peoples, and I doubt whether any of our societies has been truly monocultural. For my part, I share the opinion that our countries are part of a multicultural Europe which is, in turn, part of a multicultural world, and our education systems should acknowledge and adapt themselves to this fact.

Education and the mass media

3.17. One of the most important cultural phenomena in the past forty years has been the development of the mass media. Watching television now takes up more of most people's leisure time than anything else. These media are also important sources of information, and television in particular has increased the speed with which we learn about the world, as well as the scope of what we learn about it.

3.18. All young people today belong to the television generation and the electronic media are part and parcel of their everyday lives. They are television viewers well before they start school, and they will continue to be so throughout their school and adult years.

3.19. Education systems should not regard the mass media as a rival but as a rich resource. On the other hand, the media should not be "consumed" passively and uncritically. Parents and schools should provide young people with the analytical skills to interpret and understand the messages of the mass media, including advertising. Young people are an attractive commercial target, and indeed many of the programmes on the new television channels are directed specifically at young people.

3.20. Mass media education will involve a knowledge of the techniques used by the media. We have many examples of how young people can put this education to good use by producing their own school newspapers, radio programmes

i. des arrangements visant à l'enseignement des langues et cultures d'origine dès le plus jeune âge;

ii. le développement du contenu des programmes et du matériel pédagogique;

iii. l'organisation de stages de formation pour les enseignants et les administrateurs d'établissements d'enseignement;

iv. des échanges et la coopération entre pays d'accueil et pays d'origine.

3.16. On entend parfois exprimer la crainte qu'une reconnaissance trop forte de la différence et de la diversité ne mine la cohésion sociale que l'école est censée promouvoir. Dans un sens, l'histoire de l'Europe est une histoire des migrations et des mouvements de population, et je doute qu'aucune de nos sociétés n'ait été authentiquement monoculturelle. Pour ma part, je partage l'opinion selon laquelle nos pays font partie d'une Europe multiculturelle qui fait partie, à son tour, d'un monde multiculturel, et que nos systèmes éducatifs doivent reconnaître et s'adapter à ce fait.

L'éducation et les mass media

3.17. L'un des phénomènes culturels les plus importants de ces quarante dernières années a été le développement des *mass media*. La télévision absorbe aujourd'hui, plus que toute autre chose, une proportion prédominante du temps libre de la plupart des gens. Ces médias sont aussi d'importantes sources d'information, et la télévision en particulier a fait que l'on est beaucoup plus et plus largement informé de ce qui se passe dans le monde.

3.18. Tous les jeunes d'aujourd'hui appartiennent à la génération de la télévision et les médias électroniques font partie de leur vie de tous les jours. Ils sont des téléspectateurs bien avant de commencer leur scolarité, et ils le resteront tout au long de leurs années d'école et de vie adulte.

3.19. Les systèmes éducatifs ne devraient pas considérer les moyens de communication de masse comme des concurrents, mais comme un instrument aux très riches potentialités. D'autre part, les médias ne devraient pas être « consommés » passivement et sans esprit critique. Les parents et les écoles doivent apprendre aux jeunes à acquérir un sens analytique pour comprendre et interpréter les messages des *mass media*, y compris la publicité. Les jeunes sont une cible commerciale intéressante, et bon nombre de programmes des nouvelles chaînes de télévision s'adressent effectivement de manière spécifique aux jeunes.

3.20. L'éducation aux *mass media* impliquera une connaissance des techniques utilisées par les médias. A cet égard, le parti que des jeunes peuvent tirer d'une telle éducation, en produisant leurs propres journaux scolaires, programmes radio et

and videos. Mass media education should be creative as well as analytical, and young people should have opportunities to express themselves through the new audiovisual languages of electronic images and sounds.

3.21. The excitement of television should not blind us to the importance of the written press, and I believe that we should encourage our young people to become assiduous newspaper and magazine readers from an early age. Some observers claim that the average European is "underinformed", and they argue that a significant factor in the success of Japan is the keen interest shown by the average Japanese in the information contained in all forms of the written press.

3.22. Mass media education can have an important political function because it can help to form citizens who cannot be swayed or manipulated by biased information but who are well-informed and capable of arriving at sound and balanced judgments.

3.23. The empowering and liberating potential of mass media education has been emphasised in a recent Council of Europe study. According to that study, mass media education can combat a new kind of inequality: "between those who can speak about the world as they understand and know it, and those whose experiences are inevitably formed and interpreted for them by others — in short, between the media-rich and the media-poor".

IV. The European dimension of education

4.1. The promotion of the European dimension in education has been one of the Council of Europe's priorities since the Organisation was set up in 1949, and this commitment took specific form in 1954 when the European Cultural Convention was opened for signature. Each Contracting Party to the European Cultural Convention undertakes to foster among its nationals "the study of the languages, history and civilisation of the others and of the civilisation which is common to them all".

4.2. Thus, in the first phase of its work on the European dimension, the Council of Europe paid special attention to the teaching of subjects that influence young people's perceptions of other peoples and countries and can help to promote understanding and communication among Europeans.

History and geography

4.3. Between 1953 and 1983, the Council of Europe organised several conferences on history textbooks and history teaching. These meetings made a wide range of proposals concerning the teaching of European history, and one of them

vidéo est extraordinaire. L'éducation aux *mass media* doit être créative et analytique, et les jeunes devraient avoir l'occasion de s'exprimer eux-mêmes à travers les nouveaux moyens audiovisuels d'images et de sons électroniques.

3.21. L'engouement pour la télévision ne doit pas nous faire oublier l'importance de la presse écrite, et je pense que nous devons encourager nos jeunes à devenir très tôt des lecteurs assidus de journaux et de magazines. Certains observateurs prétendent que l'Européen moyen est « sous-informé », et qu'un facteur important de la réussite du Japon est le vif intérêt témoigné par le Japonais moyen pour les informations contenues dans toutes les formes de presse écrite.

3.22. L'éducation en matière de médias peut avoir une fonction politique importante car elle peut aider à former des citoyens qui ne seront pas entraînés ou manipulés par des informations partiales, mais qui seront bien informés et capables de se former un jugement sain et équilibré.

3.23. Une étude récente du Conseil de l'Europe souligne le potentiel fortifiant et libérateur de l'éducation aux *mass media*. Celle-ci peut en effet combattre un nouveau type d'inégalités: « entre ceux qui parlent du monde tel qu'ils le comprennent et le connaissent et ceux dont les expériences sont inévitablement formées et interprétées pour eux par d'autres — bref, entre les médias riches et les médias pauvres ».

IV. La dimension européenne de l'éducation

4.1. La promotion d'une dimension européenne dans l'éducation a été l'une des priorités du Conseil de l'Europe depuis la création de l'Organisation en 1949, et cet engagement a revêtu une forme spécifique en 1954 lorsque la Convention culturelle européenne a été ouverte à la signature. Chaque Partie contractante à la Convention culturelle européenne s'engage à favoriser, parmi ses nationaux, « l'étude des langues, de l'Histoire et de la civilisation des autres Parties contractantes ainsi que de leur civilisation commune ».

4.2. Ainsi, durant la première phase de ses travaux sur la dimension européenne, le Conseil de l'Europe a accordé une attention particulière à l'enseignement des matières qui influencent la manière dont les jeunes perçoivent les autres peuples et les autres pays et qui peuvent contribuer à promouvoir la compréhension et la communication entre les Européens.

Histoire et géographie

4.3. Entre 1953 et 1983, le Conseil de l'Europe a organisé plusieurs conférences sur les manuels d'Histoire et sur l'enseignement de l'Histoire dans les écoles secondaires. Ces réunions ont formulé une large gamme de propositions concernant

drew up a list of twenty-five elements that are common to the history of part or all of Europe and can thus form the basis of a European history syllabus. The Council of Europe is now organising a series of seminars for history teachers on important movements or meetings of peoples and ideas in European history.

4.4. History is our common memory, and I believe that the time is ripe for new initiatives by the Council of Europe on history teaching and history textbooks in the spirit of Resolution (85) 6 of the Committee of Ministers on European cultural identity. The resolution points out that our traditions and European identity are "the product of a common cultural history" and "are not delimited by the frontiers separating different political systems in Europe". During my recent visits to Hungary and Poland, the authorities of those two countries showed great interest in Council of Europe's work on European history. This European history should put more emphasis on what basically unites the Europeans than on what divides them.

4.5. As a follow-up to its first cycle of conferences on history textbooks, the Council of Europe studied, in the 1960s, the contents of geography textbooks and atlases. Two important results of this work were:

- i. a check-list for geography teachers and textbook authors;
- ii. a book called *The countries of Europe as seen by their geographers*, which contains a chapter by a leading geographer from each member state suggesting how his or her country should be presented in geography teaching abroad.

The time seems ripe for the Council of Europe to undertake new initiatives in the field of European history and geography in the spirit of Resolution (85) 6 on European cultural identity.

Modern languages

4.6. The learning of modern languages is an important means of facilitating communication among Europeans and of improving professional mobility and European co-operation. If Europeans are to be able to conduct the business of everyday life together and communicate their thoughts and feelings to each other, they must learn each other's languages. I believe that all young Europeans should study two modern languages so that they can communicate effectively with native speakers of those languages by the time that they leave

l'enseignement de l'Histoire européenne, et l'une d'elles a dressé une liste de vingt-cinq éléments qui sont communs à l'Histoire d'une partie ou de la totalité de l'Europe et qui peuvent donc former la base d'un programme d'Histoire européen. Le Conseil de l'Europe organise à présent une série de séminaires destinés à des professeurs d'Histoire sur les importants mouvements ou rencontres de peuples et d'idées dans l'Histoire européenne.

4.4. L'Histoire est notre mémoire commune, et je crois que le moment est mûr pour de nouvelles initiatives du Conseil de l'Europe sur l'enseignement de l'Histoire et les manuels d'Histoire dans l'esprit de la Résolution (85) 6 du Comité des Ministres sur l'identité culturelle européenne. La résolution relève que nos traditions et notre identité européennes sont «le produit d'une histoire culturelle commune» et «ne sont pas délimitées par les frontières séparant les différents régimes politiques d'Europe». Au cours de mes récentes visites en Hongrie et en Pologne, les responsables de ces deux pays ont manifesté un grand intérêt pour les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'Histoire européenne. Cette Histoire devrait mettre davantage l'accent sur ce qui fondamentalement unit les Européens plutôt que sur ce qui les divise.

4.5. A la suite de son premier cycle de conférences sur les manuels d'Histoire, le Conseil de l'Europe a étudié, dans les années 60, le contenu des manuels et atlas de géographie. Deux résultats importants de ces travaux ont été:

- i. une liste de contrôle pour les professeurs de géographie et les auteurs de manuels;
- ii. un livre intitulé *Les pays d'Europe vus par leurs géographes*, qui contenait un chapitre, écrit par un géographe de premier plan de chaque Etat membre, suggérant comment son pays devrait être présenté dans l'enseignement de la géographie à l'étranger.

Le moment semble venu pour le Conseil de l'Europe d'entreprendre de nouveaux travaux dans le domaine de l'Histoire et de la géographie européennes dans l'esprit de la Résolution (85) 6 sur l'identité culturelle européenne.

Langues vivantes

4.6. L'apprentissage des langues vivantes est un moyen important de faciliter la communication entre les Européens et d'améliorer la mobilité professionnelle et la coopération européenne. Si les Européens veulent être en mesure de conduire ensemble leurs affaires quotidiennes et de se communiquer leurs pensées et sentiments, ils doivent apprendre les langues des autres. Je pense que tous les jeunes Européens devraient étudier deux langues vivantes, de manière à pouvoir communiquer effectivement avec ceux qui ont ces langues

school.

4.7. The Council of Europe has long pioneered a communicative approach to language learning based on the needs and motivations of the individual learner. Perhaps the best-known result of the Council of Europe's work has been the definition of objectives for the learning of twelve European languages including minority languages such as Catalan or Basque. These so-called "threshold levels" are being used widely by educators in member states and elsewhere. Furthermore, the Council of Europe helped to promote the production of "Follow me", the most ambitious international multimedia course for the learning of English as a foreign language. I hope that similar courses will be produced for the learning of other European languages.

4.8. The final Conference of the Council of Europe's present project on modern languages was held in Strasbourg at the end of March. Those participating in the conference stressed that the Council of Europe has "a permanent interest in improving the ability of Europeans to communicate with each other" in order to facilitate the movement of people and ideas, improve access to information, overcome prejudice and discrimination and intensify European co-operation. I believe that, in the next stage of its work on modern languages, the Council of Europe should deal with the language needs of European business and industry.

4.9. Language is a vital means of maintaining one's personal and local identity, and I am concerned about the threats to Europe's rich heritage of minority and regional languages. We have a duty to protect and promote these languages as essential elements of our European identity and, for this reason, I welcome the recent adoption of the European Charter for Regional and Minority Languages by the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe.

Europe in school curricula

4.10. Although history, geography and modern languages have a privileged role to play in promoting understanding and communication among Europeans, we should not overlook the contribution that can be made by other subjects in the school curriculum, for example literature, music and art. Ideally, we should give a European dimension to the whole of the primary and secondary school curricula, and ensure that all young Europeans acquire:

i. an understanding of their common cultural heritage, its contribution to other civilisations and the debt which, in turn, it owes to them;

comme langue maternelle, au moment où ils quittent l'école.

4.7. Le Conseil de l'Europe a longtemps fait œuvre de pionnier par une approche communicative de l'apprentissage linguistique fondé sur les besoins et les motivations de l'apprenant individuel. Le meilleur résultat connu des travaux du Conseil de l'Europe est la définition des objectifs pour l'apprentissage de douze langues européennes, y compris des langues minoritaires comme le catalan ou le basque. Ces «niveaux seuils» sont aujourd'hui largement utilisés par les éducateurs dans les Etats membres et ailleurs. En outre, le Conseil de l'Europe a aidé à promouvoir la production de *Follow me*, le cours international multimedia le plus ambitieux pour l'apprentissage de l'anglais comme langue étrangère. J'espère que des cours similaires seront réalisés pour l'apprentissage d'autres langues européennes.

4.8. La conférence finale du présent projet du Conseil de l'Europe sur les langues vivantes s'est tenue fin mars à Strasbourg. Les participants à cette conférence finale ont souligné que le Conseil de l'Europe s'intéresse en permanence à améliorer la capacité des Européens à communiquer les uns avec les autres afin de faciliter la circulation des peuples et des idées, d'améliorer l'accès à l'information, de surmonter les préjugés et la discrimination et d'intensifier la coopération européenne. Je pense que, dans le prochain stade de ses travaux sur les langues vivantes, le Conseil de l'Europe devra s'attaquer aux besoins linguistiques du commerce et de l'industrie européenne.

4.9. La langue est un moyen vital de sauvegarder l'identité individuelle et locale, et je suis préoccupé des menaces qui pèsent sur le riche patrimoine des langues minoritaires et régionales de l'Europe. Nous avons le devoir de protéger et de promouvoir ces langues comme étant des éléments essentiels de notre identité européenne et, pour cette raison, je me félicite de la récente adoption de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires par la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe.

L'Europe dans les programmes scolaires

4.10. Bien que l'Histoire, la géographie et les langues vivantes aient un rôle privilégié à jouer pour promouvoir la compréhension et la communication entre les Européens, nous ne devons pas oublier la contribution qui peut être apportée par d'autres matières du programme scolaire, notamment la littérature, la musique et les beaux-arts. Idéalement, nous devrions donner une dimension européenne à l'ensemble du programme primaire et secondaire et faire en sorte que tous les jeunes Européens acquièrent:

i. une compréhension de leur patrimoine culturel commun, de sa contribution aux autres civilisations et de ce qu'il doit à sa civilisation;

ii. an awareness of the institutions and organisations set up to promote European co-operation and a willingness to support their ideas and activities.

Our efforts to give a European dimension to the school curricula must not lead to Eurocentric attitudes or to feelings of superiority. Our young people should see themselves as "citizens both of Europe and of the wider world".

Contacts and exchanges

4.11. There is no substitute for direct personal contacts and exchanges between Europeans, and I attach very great importance to extra-curricular activities which can create links of friendship among young Europeans and their teachers, for example school correspondence and exchanges, events linked to town twinnings and participation in the annual European Schools Day competition. This competition is a joint activity of the Council of Europe, the Commission of the European Communities and the European Cultural Foundation, and it attracts over a million entries every year from pupils in eighteen member states. I hope that, eventually, young people from schools in all of the twenty-five Contracting Parties to the European Cultural Convention will take part in it.

4.12. Recently, the Council of Europe organised events such as: the Young People's Colloquy on Parliamentary Democracy, in Strasbourg in May 1984, on the occasion of the 35th anniversary of the Council of Europe, European Youth Week, in 1985, and the meeting of political youth organisations on the occasion of the 2nd Strasbourg Conference, in 1987.

Each of these events was highly successful and can serve as a model for the organisation of purposeful exchanges between young people and new initiatives, such as a 2nd European Youth Week, could be organised to celebrate the Council of Europe's 40th anniversary in 1989. On the other hand, the numbers of young people involved were relatively small and, if we are to have a lasting impact and achieve a genuine awareness of Europe, we must increase the number and scale of such events.

4.13. Most member states have made a determined effort to equip their schools with computers and, later this year, a Council of Europe colloquy will explore how these computers can be used to establish new forms of international school links, for example through electronic mail and the preparation of data-bases by pupils from schools in different countries. The colloquy could lead to the establishment of a European network of computerised school links.

ii. une connaissance des institutions et organismes créés pour promouvoir la coopération européenne, et la volonté de soutenir leurs idéaux et leurs activités.

Nos efforts pour donner une dimension européenne aux programmes scolaires ne doivent pas conduire à des attitudes égocentriques ou à un sentiment de supériorité. Nos jeunes devraient se considérer comme «des citoyens de l'Europe et du monde».

Contacts et échanges

4.11. Rien ne remplace les contacts et échanges directs entre les Européens, et j'attache une très grande importance aux activités extrascolaires qui peuvent créer des liens d'amitié entre les jeunes Européens et leurs professeurs, par exemple les liens épistolaires et échanges entre les écoles, des manifestations liées au jumelage de villes et la participation au concours annuel de la Journée européenne des écoles. Ce concours est une activité conjointe du Conseil de l'Europe, de la Commission des Communautés européennes et de la Fondation européenne de la culture et chaque année plus d'un million d'élèves de dix-huit Etats membres y participent. J'espère que, à terme, des jeunes des écoles des vingt-cinq Parties contractantes à la Convention culturelle européenne y prendront part.

4.12. Récemment, le Conseil de l'Europe a organisé des manifestations telles que: le Colloque des jeunes sur les démocraties parlementaires, qui s'est tenu en mai 1984 à Strasbourg, à l'occasion du 35^e anniversaire du Conseil de l'Europe, la Semaine européenne de la jeunesse en 1985 et la réunion des mouvements politiques de jeunes à l'occasion de la 2^e Conférence de Strasbourg sur la démocratie parlementaire en 1987.

Chacune de ces manifestations a connu un vif succès et peut servir de modèle pour l'organisation d'intéressants échanges entre les jeunes. De nouvelles initiatives, par exemple, une 2^e Semaine européenne de la jeunesse, pourraient être mises sur pied à l'occasion du 40^e anniversaire du Conseil de l'Europe en 1989. Toutefois, il faut reconnaître que le nombre de jeunes participants était assez limité et, si nous voulons avoir un impact durable et provoquer une authentique sensibilisation à l'Europe, nous devons accroître le nombre et la portée de telles manifestations.

4.13. La plupart des Etats membres ont accompli un effort résolu pour équiper leurs écoles d'ordinateurs et, dans le courant de cette année, un colloque du Conseil de l'Europe explorera la manière dont on pourrait utiliser ces ordinateurs pour créer de nouvelles formes de liens internationaux interscolaires, par exemple, par le courrier électronique et par l'établissement de banques de données, par les élèves d'écoles de différents pays. Le colloque pourrait aboutir à la création d'un

4.14. Thanks to the Council of Europe's teacher bursaries scheme, some 7 000 teachers have attended short in-service training courses in another member state, thus broadening their professional experience through an exchange of ideas, information and, sometimes, teaching material with colleagues from other countries. I strongly support the further development of this scheme, and I hope that it will be possible to complement it by the creation of the residential European teachers' centre that was proposed by the Colombo Commission. Such a centre could play a strategic role in promoting an awareness of Europe and the work of the European institutions among teachers and teacher trainers.

Equivalence and mobility

4.15. The promotion of equivalence of diplomas and academic mobility has been a long-standing concern of the Council of Europe, because these can encourage a free exchange of ideas, ensure an efficient use of educational resources and strengthen an awareness of Europe among young people. I share the idea of the former Italian Minister of Education, Senator Franca Falucci, who spoke of the university as "a community without frontiers".

4.16. After attempts to set up a minimum legal framework for mutual recognition and equivalence of diplomas through conventions, the Council of Europe has concentrated recently on improving consultation and the flow of information through a network of national information centres on academic mobility and equivalence. The reasons for this change of approach were the diversity of educational systems in Europe, and regional, local and institutional autonomy.

4.17. The national centres in the Council of Europe's network can provide authoritative information on formal requirements and the current recognition of particular qualifications to individual students, research-workers, academics, governmental bodies, higher education institutions and prospective employers. The network maintains close contact with its counterparts in the European Communities and Unesco.

4.18. With the launching of the ERASMUS programme of the European Communities and with the approach of 1992, the questions of equivalence and mobility have taken on a new importance and even urgency. The establishment of a single European market, which we all welcome, should not disrupt the centuries-old tradition of academic mobility within the wider Europe. Dis-

réseau européen de liens interscolaires informatiques.

4.14. Grâce au système de bourses pour enseignants du Conseil de l'Europe, quelque 7 000 enseignants ont participé à de courts stages de formation en cours d'emploi dans un autre Etat membre, élargissant ainsi leur expérience professionnelle par un échange d'idées, d'informations et, parfois, de matériel pédagogique avec des collègues d'autres pays. Je soutiens fortement le développement de ce système et j'espère qu'il sera possible de le compléter par la création du centre européen d'accueil des enseignants qui a été proposé par la Commission Colombo. Ce centre pourrait jouer un rôle stratégique en appuyant une sensibilisation à l'Europe et aux travaux des institutions européennes parmi les enseignants et les formateurs d'enseignants.

Equivalence et mobilité

4.15. La promotion de l'équivalence des diplômes et de la mobilité universitaire est depuis longtemps une préoccupation du Conseil de l'Europe, parce que celles-ci peuvent encourager la libre circulation des idées, assurer une utilisation efficace des ressources éducatives et renforcer la prise de conscience de l'Europe parmi les jeunes. Je partage l'idée de l'ancien ministre de l'Education d'Italie, le sénateur Franca Falucci, qui a parlé de l'université comme d'«une communauté sans frontière».

4.16. Après s'être efforcé d'instituer un cadre juridique minimal pour la reconnaissance mutuelle et l'équivalence des diplômes et des qualifications, le Conseil de l'Europe a récemment concentré son action sur l'amélioration des consultations et de la circulation des informations par la création d'un réseau de centres nationaux d'information sur la mobilité universitaire et l'équivalence. Les raisons de ce changement d'approche ont été la diversité des systèmes éducatifs en Europe et l'autonomie régionale, locale et institutionnelle.

4.17. Les centres nationaux appartenant au réseau du Conseil de l'Europe peuvent fournir des informations sérieuses sur les exigences formelles et la reconnaissance mutuelle de certaines qualifications aux étudiants, aux chercheurs, aux universitaires, aux organismes gouvernementaux, aux institutions d'enseignement supérieur et aux employeurs potentiels. Ce réseau entretient d'étroits contacts avec ses homologues des Communautés européennes et de l'Unesco.

4.18. Avec le lancement du programme ERASME par les Communautés européennes et 1992 se rapprochant, les questions de l'équivalence et de la mobilité ont pris une nouvelle importance et même un degré d'urgence. La création d'un marché unique européen, que nous saluons tous, ne devrait pas interrompre la tradition séculaire de la mobilité universitaire au sein de la grande

cussions are taking place with a view to expanding the ERASMUS programme to non-EEC European countries, particularly the countries of the European Free Trade Association (EFTA). I wonder whether the framework of the European Cultural Convention could not be used for extending the ERASMUS programme within the wider European framework.

Interuniversity co-operation

4.19. Through its programme for the development of postgraduate training, which involves about 2 000 lecturers and research workers every year, the Council of Europe helps to promote co-operation between European universities and postgraduate institutions in selected areas of advanced study and research, including the European cultural and scientific heritage. Many universities have institutes or departments of European studies, and they have a key role to play in helping us to explore the concept of the European identity.

4.20. The Council of Europe also attaches great importance to the development of regional transfrontier co-operation between European universities. The universities of the upper Rhine play a pioneering role in this context and they have established the bases for broad co-operation. To provide universities with information on how to organise such co-operation, the Council of Europe has prepared an inventory of existing agreements, as well as reports on eight regional transfrontier networks and two pilot studies on problems of employment and training in the context of regional transfrontier co-operation. The rich information gathered in this work may serve as the basis for recommendations on transfrontier co-operation to all European higher education establishments.

4.21. There are frequent calls for a universally recognised European doctorate but, in the absence of progress on such an ambitious long-term undertaking, it might be more effective, for the time being, to support efforts by networks of university departments to award joint doctorates.

Helsinki and after

4.22. The Final Act of the Helsinki Conference on Security and Co-operation in Europe contains an important chapter on "co-operation and exchanges in the field of education", and several socialist states have expressed interest in being associated with activities in the Council of Europe's education programme, for example those on modern languages, teacher training, education-

Europe. Des discussions sont en cours visant à élargir le programme ERASME à d'autres pays européens non communautaires, en particulier les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Je me demande si les structures de la Convention culturelle européenne ne pourraient pas être mises à profit pour étendre le programme ERASME dans le cadre de l'Europe la plus large.

Coopération interuniversitaire

4.19. Grâce à son programme pour le développement de la formation des étudiants diplômés, qui concerne environ 2 000 conférenciers et chercheurs chaque année, le Conseil de l'Europe contribue à promouvoir la coopération entre les universités européennes et les institutions postuniversitaires dans des domaines sélectionnés d'étude et de recherche de pointe, notamment dans le domaine du patrimoine culturel et scientifique européen. De nombreuses universités ont des instituts ou départements d'études européennes et elles ont un rôle clé à jouer en nous aidant à explorer la notion d'identité européenne.

4.20. Le Conseil de l'Europe attache aussi une grande importance au développement de la coopération régionale transfrontalière entre les universités européennes. Les universités du Rhin supérieur jouent en ce domaine un rôle de pionnier; elles ont établi les bases d'une très large coopération. Afin de fournir aux universités des informations sur la manière d'organiser cette coopération, le Conseil de l'Europe a dressé un inventaire des accords existants et établi des rapports sur huit réseaux régionaux transfrontaliers et réalisé deux études pilotes sur les problèmes d'emploi et de formation dans le contexte de la coopération régionale transfrontalière. La riche information réunie dans ce travail peut servir de base à des recommandations sur la coopération transfrontalière à tous les établissements européens d'enseignement supérieur.

4.21. Des appels sont fréquemment lancés pour la création d'un doctorat européen généralement reconnu, mais, en l'absence de progrès dans une entreprise à long terme aussi ambitieuse, il serait peut-être plus efficace, pour l'instant, de soutenir les efforts déployés par des réseaux de départements universitaires pour octroyer des doctorats communs.

Helsinki et après

4.22. L'acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe contient un important chapitre «coopération et échange dans le domaine de l'éducation», et plusieurs Etats socialistes ont exprimé le souhait d'être associés à des activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation, par exemple celles relatives aux langues vivantes, à la formation des ensei-

al research and postgraduate training. My recent visits to Hungary and Poland have convinced me that we have a rare opportunity to build bridges of communication and understanding on our continent, and it would be fitting if our Organisation's education programme, with its strong European dimension, could be at the forefront of this new dialogue.

Education for an interdependent world

4.23. If Europe is to compete successfully in international markets as well as work for a fairer sharing of the world's resources, its citizens will need a global vision and sophisticated language and intercultural skills.

4.24. In anticipation of the European Public Campaign on North-South Interdependence and Solidarity, the Council of Europe organised a pooling of ideas and experience on how schools can promote that global vision by more effective teaching about world issues and about other parts of the world. Between 1979 and 1986, the Council of Europe held eighteen European teachers' seminars on how schools can prepare young Europeans for life in an interdependent world. Over 750 European teachers were associated with this project, as were other international organisations (in particular Unicef and Unesco), non-governmental organisations and educators from Africa, Asia and the Americas. The results of the project have been used in the North-South Campaign and, at the urging of the Parliamentary Assembly, we are organising a second series of European teachers' seminars on development education during the campaign itself.

4.25. The need to educate European public opinion about global interdependence will continue long after the formal end of the North-South Campaign, and we have a moral duty to ensure that the impetus created by the campaign does not fade. Through imaginative programmes of education and information, we must persuade Europeans to accept their responsibilities as citizens of the world and to show solidarity with peoples of other continents and cultures.

V. Conclusion

5.1. The first conclusion that can be drawn is that education has to be a priority in all our member states. Education may not be the cure for all our social ills but it is still the key to success. Without an intensive effort, including a financial effort, to promote education and training, there is no way out of the present crisis, no way of effectively com-

gnants, à la recherche pédagogique et à la formation des étudiants diplômés. Mes récentes visites en Hongrie et en Pologne m'ont convaincu que nous avons là une occasion rare de jeter des ponts de communication et de compréhension sur notre continent, et il serait heureux que le programme d'éducation de notre Organisation, avec sa forte dimension européenne, puisse être à l'avant-plan de ce nouveau dialogue.

Education pour un monde interdépendant

4.23. Si l'Europe veut être compétitive sur les marchés internationaux et en même temps œuvrer à un partage plus juste des ressources mondiales, ses citoyens auront besoin d'une vision planétaire et d'aptitudes linguistiques et interculturelles de haut niveau.

4.24. Dans la perspective de la Campagne publique européenne sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud, le Conseil de l'Europe a organisé une mise en commun d'idées et de résultats d'expériences sur la manière dont les écoles peuvent promouvoir cette vision planétaire par un enseignement plus efficace sur les problèmes mondiaux et sur les autres parties du monde. Entre 1979 et 1986, le Conseil de l'Europe a tenu dix-huit séminaires pour enseignants européens sur la manière dont les écoles peuvent préparer les jeunes Européens à vivre dans un monde interdépendant. Plus de 750 enseignants européens ont été associés à ce projet, ainsi que d'autres organisations internationales (notamment l'Unicef et l'Unesco), des organisations non gouvernementales et des éducateurs d'Afrique, d'Asie et du continent américain. Les résultats du projet ont été utilisés dans la Campagne Nord-Sud et, à la demande de l'Assemblée parlementaire, nous sommes en train d'organiser une deuxième série de séminaires pour enseignants européens sur l'éducation au développement durant la campagne elle-même.

4.25. La nécessité d'éduquer l'opinion publique européenne sur l'interdépendance planétaire persistera longtemps après la clôture officielle de la Campagne Nord-Sud, et nous avons le devoir moral de veiller à ce que l'élan créé par la campagne ne disparaisse pas. Par des programmes imaginatifs d'éducation et d'information, nous devons persuader les Européens d'accepter leurs responsabilités en tant que citoyens du monde et de faire preuve de solidarité avec les peuples des autres continents et cultures.

V. Conclusion

5.1. La première conclusion que l'on peut tirer de ces réflexions est que l'éducation doit être une priorité dans tous nos Etats membres. Si l'éducation n'est pas la panacée pour tous nos problèmes de société, elle n'en constitue pas moins l'une des clés essentielles. Sans un effort intense en faveur de l'éducation et de la formation, y inclus sur le

bating unemployment or of making society one again. At a time of austerity in all departments of state spending, there is one area that must remain a priority, that of education and training, which are an investment in the future.

5.2. Certainly, education's main purpose must be to fit each individual to the requirements of the employment market, but education must not have a purely occupational function. It must give each of us a genuine preparation for such roles in life as citizen, parent, leader or consumer.

5.3. Viewed thus, education is not just a period of schooling that ends before the age of 20. It has to be a life-long process. Scientific and technical progress, population trends and the changing employment market are just some of the factors that influence the concept of education and require that, throughout his or her life, the individual should be capable of learning, retraining or acquiring new skills.

5.4. The gradual removal of inter-state barriers — and particularly the establishment of a single European market as from 1992 — has direct implications for education, which can no longer be viewed in purely national terms. If, in addition to free movement of goods and services, there is to be free movement of people and ideas within one huge European area, it will be necessary to harmonise training and qualifications. That makes it essential to frame European policies on education.

5.5. Education has become a crucial part of European integration. The European Community has launched the ERASMUS, COMETT and YES programmes; the Colombo Commission devoted a large part of its report to education and training and suggested drawing up a European charter defining minimum rights and minimum provisions for students.

5.6. Education is nowadays a concern of all the European institutions: the Community and the Council of Europe of course, but also the European Free Trade Association which, with an eye to 1992 and the single European market, is in favour of an extension of Community programmes, as well as OECD, the Nordic Council and Unesco.

5.7. Surely it is time we gave thought to the need to co-ordinate the activities of the various institutions concerned with education in Europe and agreed what special role each should have. The Council of Europe's major advantage is that it has the largest European membership (twenty-five European states are Parties to the European Cultural Convention) and could enlist the collabor-

plan budgétaire, nous ne pourrions sortir de la crise actuelle, lutter efficacement contre le chômage et résoudre les brèches à la cohésion sociale. A l'heure de l'austérité pour tous les budgets publics, il est un secteur qui devrait conserver la priorité, c'est celui de l'éducation et de la formation qui est un investissement pour l'avenir.

5.2. Certes, l'objectif premier de l'éducation doit être de donner à chaque individu les armes lui permettant de s'intégrer sur le marché de l'emploi. Elle ne saurait se limiter cependant à cette fonction professionnelle; l'éducation doit être une véritable préparation à la vie de chaque individu dans ses différentes fonctions de citoyen, de parent, de responsable, de consommateur, etc.

5.3. Ainsi conçue, l'éducation ne peut se limiter à un cursus scolaire qui s'arrêterait avant la vingtième année. Elle doit être un processus permanent qui implique la vie entière. Le progrès scientifique et technique, les mutations du marché de l'emploi, l'évolution démographique sont autant de facteurs qui influencent le concept d'éducation et exigent de chaque individu qu'il apprenne, se recycle, se forme à chaque moment de la vie.

5.4. L'ouverture progressive des frontières — et plus particulièrement le marché unique européen de 1992 — a une influence directe sur l'éducation qui ne peut plus être conçue dans un strict cadre national. Si l'on veut qu'après les marchandises et les services les hommes et les idées puissent circuler librement dans un vaste espace européen, il faudra harmoniser les formations et les qualifications. Pour cela, la définition de politiques européennes de l'éducation est indispensable.

5.5. L'éducation est devenue une dimension essentielle de la construction européenne. La Communauté européenne a lancé les programmes ERASME, COMETT et YES; la Commission Colombo a consacré une part importante de son rapport aux questions d'éducation et de formation et proposé l'élaboration d'une charte européenne qui définirait un nombre minimal de droits et d'actions en faveur des étudiants.

5.6. Toutes les institutions européennes se préoccupent aujourd'hui de l'éducation. La Communauté et le Conseil de l'Europe bien sûr; mais aussi l'Association européenne de libre-échange qui dans la perspective du marché unique européen de 1992 souhaite l'élargissement des programmes communautaires; ainsi que l'OCDE, le Conseil nordique et l'Unesco.

5.7. Ne serait-il pas temps de se préoccuper de la nécessaire coordination des actions des différentes institutions actives dans le domaine de l'éducation en Europe en précisant la vocation spécifique de chacune d'elle? Le Conseil de l'Europe pour sa part dispose d'un atout majeur en ce qu'il regroupe le plus grand nombre d'Etats européens (vingt-cinq Parties à la Convention culturelle euro-

ation of East European states that take a close interest in its educational work.

5.8. To address the matter, do we need a forum of all the parties concerned in Europe (ministers, parliamentarians, local and regional authorities, teachers' organisations, parents' organisations, heads of industry, trade-unionists, etc.) or rather an expert committee of independent authorities on the subject? Or can we simply put the matter in the hands of a conference of European Ministers of Education whose brief would mainly be to consider how to make rational use of the European institutions involved in education?

5.9. These are some of the things to be thinking about if we are to equip each individual for the future.

5.10. That great European thinker, Erasmus, said: "A state's main hope lies in the proper education of its youth." Today our maxim should be: "A state's — and Europe's — main hope is in the proper education of the entire population."

APPENDIX

Selected bibliography of Council of Europe texts, reports and studies on education (1980-88)

1. *The context of education in Europe*

1.1. *The changing age structure of the population and future policy*, A. Amann, Council of Europe, "Population studies" series No. 18, Strasbourg, 1985.

1.2. "Education and equality of opportunity for girls and women", A. Cels-Offermans, Doc. M.ED-14-19, report prepared for the 14th Session of the Standing Conference of the European Ministers of Education, Brussels, Belgium, 7-9 May 1985.

1.3. Texts adopted by the European Ministerial Conference on "Equality between Women and Men", Doc. EG (86) 2, Strasbourg, 4 March 1986.

1.4. Conclusions of the exchange of views on "Poverty in Europe", Doc. EVP (86) 5, Strasbourg, 30 September-1 October 1986.

1.5. "Social cohesion and the dangers facing it", Mr Oreja, Council of Europe, Strasbourg, 1987.

1.6. "International migration: new challenges to Europe", J. Widgren, Doc. MMG-3 (87) 1, report prepared for the 3rd Conference of European Ministers responsible for Migration Affairs, Oporto, Portugal, 13-15 May 1987.

péenne) et pourrait associer des Etats d'Europe de l'Est qui s'intéressent de près à ses travaux dans le domaine de l'éducation.

5.8. Faut-il pour mener à bien cette réflexion prendre l'initiative d'un forum qui associerait tous les partenaires en Europe (ministres, parlementaires, autorités locales et régionales, organisations d'enseignants et de parents, chefs d'entreprise, syndicalistes, etc.)? Faut-il plutôt créer une commission d'experts, composée de personnalités indépendantes qui font autorité en la matière? Peut-on tout simplement s'en remettre à une conférence des ministres européens de l'Education qui aurait pour thème central de ses travaux: l'utilisation rationnelle des institutions européennes compétentes dans le domaine de l'éducation?

5.9. Tels sont quelques-uns des thèmes de réflexion et des interrogations qui se posent à nous pour donner à chaque citoyen les armes de son avenir.

5.10. C'est le grand penseur européen Erasme qui écrivait: «Le plus grand espoir d'un Etat réside dans la bonne éducation de sa jeunesse.» Aujourd'hui nous devrions dire: «Le plus grand espoir d'un Etat — et aussi de l'Europe — réside dans la bonne éducation de tous ses citoyens.»

ANNEXE

Sélection bibliographique de textes, rapports et études du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation (1980-1988)

1. *Le contexte de l'éducation en Europe*

1.1. *L'évolution de la structure par âge de la population et politiques futures*, A. Amann, Conseil de l'Europe, série Etudes démographiques, n° 18, Strasbourg, 1985.

1.2. «L'éducation et l'égalité des chances pour les jeunes filles et les femmes», A. Cels-Offermans, Doc. M.ED-14-19, rapport préparé pour la 14^e Session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education, Bruxelles, Belgique, 7-9 mai 1985.

1.3. Textes adoptés par la Conférence ministérielle européenne sur «L'égalité entre les femmes et les hommes», Doc. EG (86) 2, Strasbourg, 4 mars 1986.

1.4. Conclusions de l'échange de vues sur «La pauvreté en Europe», Doc. EVP (86) 5, Strasbourg, 30 septembre-1^{er} octobre 1986.

1.5. «La cohésion sociale et problèmes y portant atteinte», M. Oreja, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1987.

1.6. «Les migrants en Europe occidentale: situation actuelle et perspectives d'avenir», J. Widgren, Doc. MMG-3 (87) 1, rapport préparé pour la 3^e Conférence des ministres européens responsables des Questions de migrations, Porto, Portugal, 13-15 mai 1987.

2. *Pre-school education*

2.1. Recommendation No. R (81) 3 of the Committee of Ministers on the care and education of children from birth to the age of eight.

2.2. Report on "Pre-school education", M. Woodhead, Council of Europe, Strasbourg, 1981.

2.3. *The education of three-to-eight-year-olds in Europe in the eighties*, W. Van Der Eyken, published for the Council of Europe by NFER-Nelson, Windsor, 1982.

3. *Primary education*

3.1. Report of the Conference on "Primary education in Western Europe: aims, problems and trends", Doc. DECS/EGT (83) 64, Vaduz, Liechtenstein 9-12 November 1982.

3.2. *Research into primary education*", proceedings of the 3rd All-European Conference of Directors of Educational Research Institutes, Neusiedl-am-See, Austria, 4-7 December 1983, published for the Council of Europe by Swets and Zeitlinger, Lisse, Netherlands, 1985.

3.3. Proceedings of the Educational Research Workshop on *Renewal of mathematics teaching in primary education*, Puidoux-Chexbres, Switzerland, 1-4 May 1984, published for the Council of Europe by Swets and Zeitlinger.

3.4. Proceedings of the Educational Research Workshop on *Science and computers in primary education*, Edinburgh, United Kingdom 3-6 September 1984, edited by F. Adams and published for the Council of Europe by the Scottish Council for Research in Education, Edinburgh, 1985.

3.5. Proceedings of the Educational Research Workshop on *Child development at the primary school*, Madrid, Spain, 24-27 September 1985, edited by E. A. Lunzer and published for the Council of Europe by Swets and Zeitlinger, 1986.

3.6. "The relationship between the primary school and underprivileged families", Doc. DECS/EGT (85) 21, study prepared for the Council of Europe by the ATD-Quart Monde international movement.

3.7. Report of the Symposium on "Children with special needs in the primary school", Doc. DECS/EGT (86) 16, Rome, Italy, 7-11 October 1985.

3.8. Report of the Symposium on "Science and technology in the primary school", Doc. DECS/EGT (86) 59, Cambridge, United Kingdom, 28 July-1 August 1986.

3.9. Final report on CDCC's Project No. 8 on "Innovation in primary education", Doc. DECS/EGT (87) 23 prov.

4. *Secondary education*

4.1. Report of the Symposium on "Social education for teenagers: aims, issues and problems", Solna, Sweden, 15-19 September 1980, reprinted 1984 as Doc. DECS/EGT (84) 31.

2. *Education préscolaire*

2.1. Recommandation n° R (81) 3 du Comité des Ministres concernant l'accueil et l'éducation de l'enfant de la naissance à huit ans.

2.2. Rapport sur «L'éducation préscolaire», M. Woodhead, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1981.

2.3. Rapport sur *The education of three-to-eight-year-olds in Europe in the eighties*, W. Van Der Eyken, publié pour le Conseil de l'Europe par NFER-Nelson, Windsor, 1982.

3. *Education primaire*

3.1. Rapport de la Conférence sur «L'enseignement primaire en Europe occidentale: problèmes, objectifs et tendances», Doc. DECS/EGT (83) 64, Vaduz, Liechtenstein, 9-12 novembre 1982.

3.2. «Recherche en matière d'enseignement primaire», débats de la 3^e Conférence paneuropéenne des directeurs d'instituts de recherche pédagogique, Neusiedl-am-See, Autriche, 4-7 décembre 1983, publiés pour le Conseil de l'Europe par Swets et Zeitlinger, Lisse, Pays-Bas, 1985.

3.3. Débats de l'Atelier de recherche pédagogique sur «Le renouvellement de l'enseignement des mathématiques à l'école primaire», Puidoux-Chexbres, Suisse, 1^{er}-4 mai 1984, publiés pour le Conseil de l'Europe par Swets et Zeitlinger.

3.4. Débats de l'Atelier de recherche pédagogique sur «L'enseignement de la science et de l'informatique à l'école primaire», Edimbourg, Royaume-Uni, 3-6 septembre 1984, édités par F. Adams et publiés pour le Conseil de l'Europe par le Conseil écossais pour la recherche dans le domaine de l'éducation, Edimbourg, 1985.

3.5. Débats de l'Atelier de recherche pédagogique sur «Développement de l'enfant à l'école primaire», Madrid, Espagne, 24-27 septembre 1985, édités par E.A. Lunzer et publiés pour le Conseil de l'Europe par Swets et Zeitlinger, 1986.

3.6. «Les relations entre l'école primaire et les parents des milieux très défavorisés», Doc. DECS/EGT (85) 21, étude préparée pour le Conseil de l'Europe par le Mouvement international ATD-quart monde.

3.7. Rapport du Symposium sur «Les enfants ayant des besoins spéciaux à l'école primaire», Doc. DECS/EGT (86) 16, Rome, Italie, 7-11 octobre 1985.

3.8. Rapport du Symposium sur «La science et la technologie à l'école primaire», Doc. DECS/EGT (86) 59, Cambridge, Royaume-Uni, 28 juillet-1^{er} août 1986.

3.9. Rapport final du Projet n° 8 du CDCC sur «L'innovation dans l'enseignement primaire», Doc. DECS/EGT (87) 23 prov.

4. *Education secondaire*

4.1. Rapport du Symposium sur «Education sociale des adolescents: buts, problèmes et tendances», Solna, Suède, 15-19 septembre 1980, réimprimé en 1984 en tant que Doc. DECS/EGT (84) 31.

4.2. "Preparation for family life", K. Schliecher, Doc. DECS/EGT (81) 67.

4.3. "Preparation for personal life and for life in society", E. Befring, Council of Europe, Strasbourg, 1982.

4.4. Recommendation No. R (83) 13 of the Committee of Ministers on the role of the secondary school in preparing young people for life.

4.5. "The compulsory secondary school: adolescents and the curriculum", C. Javeau and M. J. Marshall, Doc. M-ED-13-3 et 4, reports prepared for the 13th Session of the Standing Conference of European Ministers of Education, Dublin, 10-12 May 1983.

4.6. "Education and training for 16-to-19-year-olds: problems and outlook", G. De Corte, Doc. M-ED-14-14, report prepared for the 14th Session of the Standing Conference of European Ministers of Education, Brussels, 7-9 May 1985.

5. Teacher training

5.1. "The evaluation of in-service training in Europe: results and trends", E. Bruse and G. Marchandise, Doc. DECS/EGT (80) 60.

5.2. *The training of secondary-school heads in Western Europe*, J. Buckley, published for the Council of Europe by NFER-Nelson, Windsor, United Kingdom, 1985.

5.3. "The new technologies and the training of teachers", Doc. CDCC (86) 28, study prepared for the Council of Europe by the World Confederation of Organisations of the Teaching Profession (WCOTP).

5.4. "New challenges for teachers and their education: teacher training perspectives", edited by D. E. Hellawell, Doc. M-ED-15-HF-49, report prepared for the Council of Europe by the Association for Teacher Education in Europe (ATEE).

5.5. "New challenges for teachers and teacher education", edited by A. McAlpine, S. Brown, S. Lang and E. Kentley, report of the 4th All-European Conference of Directors of Educational Research Institutions, Eger, Hungary, 13-16 October 1986, published for the Council of Europe by Swets and Zeitlinger (1988).

5.6. Resolution 847 (1987) of the Parliamentary Assembly on the quality and effectiveness of school teaching.

5.7. "New challenges for teachers and their education", U. P. Lundgren, Doc. M-ED-15-5, report prepared for the 15th Session of the Standing Conference of European Ministers of Education, Helsinki, Finland, 5-7 May 1987.

5.8. Resolution No. 1 of the 15th Session of the Standing Conference of European Ministers of Education on "New challenges to teachers and their education".

6. Higher education

6.1. Report of the Conference on "Academic mobility in Europe", Doc. DECS/ESK Mob (82) 3, Stockholm, Sweden, 6-7 October 1982.

4.2. «Préparation à la vie familiale», K. Schliecher, Doc. DECS/EGT (81) 67.

4.3. «Préparation à la vie professionnelle et à la vie en société», E. Befring, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982.

4.4. Recommandation n° R (83) 13 du Comité des Ministres sur le rôle de l'école secondaire dans la préparation des jeunes à la vie.

4.5. «L'enseignement secondaire obligatoire: les adolescents et les programmes d'études», C. Javeau et M.J. Marshall, Doc. M-ED-13-3 et 4, rapport préparé pour la 13^e Session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education, Dublin, 10-12 mai 1983.

4.6. «L'éducation et la formation des jeunes de 16 à 19 ans: problèmes et perspectives», G. De Corte, Doc. M-ED-14-14, rapport préparé pour la 14^e Session de la Conférence permanente des ministres de l'Education, Bruxelles, 7-9 mai 1985.

5. Formation des enseignants

5.1. *The evaluation of in-service training in Europe: results and trends*, E. Bruse et G. Marchandise, Doc. DECS/EGT (80) 60.

5.2. *The training of secondary-school heads in Western Europe*, J. Buckley, publié pour le Conseil de l'Europe par NFER-Nelson, Windsor, Royaume-Uni, 1985.

5.3. «Les nouvelles technologies et la formation des enseignants», Doc. CDCC (86) 28, étude préparée pour le Conseil de l'Europe par la *World Confederation of Organisations of the Teaching Profession* (WCOTP).

5.4. «Les nouveaux défis pour les enseignants et leur formation: perspectives pour la formation des enseignants» sous la direction de D.E. Hellawell, Doc. M-ED-15-HF-49, rapport préparé pour le Conseil de l'Europe par l'Association pour la formation des enseignants en Europe (ATEE).

5.5. «Les nouveaux défis pour les enseignants et leur formation» sous la direction de A. McAlpine, S. Brown, S. Lang et E. Kentley, rapport de la 4^e Conférence paneuropéenne des directeurs d'instituts de recherche pédagogique, Eger, Hongrie, 13-16 octobre 1986, publié pour le Conseil de l'Europe par Swets et Zeitlinger, 1988.

5.6. Résolution 874 (1987) de l'Assemblée parlementaire relative à la qualité et à l'efficacité de l'enseignement scolaire.

5.7. «Les nouveaux défis pour les enseignants et leur formation», U.P. Lundgren, Doc. M-ED-15-5, rapport préparé pour la 15^e Session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education, Helsinki, Finlande, 5-7 mai 1987.

5.8. Résolution n° 1 de la 15^e Session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education sur «Les nouveaux défis pour les enseignants et leur formation».

6. Education supérieure

6.1. Rapport de la Conférence sur *Academic mobility in Europe*, Doc. DECS/ESK Mob (82) 3, Stockholm, Suède, 6-7 octobre 1982.

6.2. Proceedings of the Conference on "U 2000: higher education and research policies in Europe approaching the year 2000", Strasbourg, 7-9 November 1983, Council of Europe, Strasbourg, 1984.

6.3. Recommendation No. R (84) 13 of the Committee of Ministers on the situation of foreign students.

6.4. Report of the 3rd Conference on "Academic Mobility in Europe", Rome, Italy, 23-26 October 1984, published for the Council of Europe by the *Istituto per la Cooperazione Universitaria*, Rome, 1984.

6.5. Recommendation No. R (85) 21 of the Committee of Ministers on the mobility of academic staff.

6.6. *Programme of Council of Europe activities on higher education and research for 1988*, Council of Europe, Strasbourg, 1988. This publication includes the addresses of the national information centres on academic mobility and equivalence, and details of the European postgraduate workshops and intensive courses to be held in 1988.

7. Adult education

7.1. Recommendation No. R (81) 17 of the Committee of Ministers on adult education policy.

7.2. Report of the Joint CDCC/Nordic Council Seminar on "Changes in working life — Opportunities for learning?", Landskrona, Sweden, 10-14 June 1985, Secretariat for Nordic Cultural Co-operation, Copenhagen, 1985.

7.3. *Summary comprising action proposals for the implementation of integrated development projects*, Council of Europe, Strasbourg, 1985.

7.4. Report of the Conference on "Adult education and community development: challenges and responses", Doc. CC-GP-9 (86) 6, Strasbourg, 26-29 May 1986.

7.5. *Adult education and community development*, N. Tester, Council of Europe, Strasbourg, 1987.

8. Education and employment

8.1. *Employment and occupations in Europe in the 1980s*, N. Cacace, 3rd edition, Council of Europe, Strasbourg, 1981.

8.2. *Living tomorrow: an enquiry into the preparation of young people for working life in Europe*, Y. Deforge, 3rd edition, Council of Europe, Strasbourg, 1981.

8.3. "Living tomorrow for the handicapped", J. L. Chancerel, Ch. Ogay and B. Besson, Doc. DECS/EGT (81) 100.

8.4. "Measures to combat youth unemployment", S. Grabe, Doc. MTV-3 (86) 2, report prepared for the 3rd Conference of European Ministers of Labour, Madrid, 20-22 January 1986.

8.5. "Scientific and technological developments and their effects on unemployment and working conditions", P. Melvyn, Doc. MTV-3 (86) 3, report prepared for the 3rd Conference of European Ministers of Labour.

6.2. Compte rendu de la Conférence sur «U-2000: les politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe à l'approche de l'an 2000», Strasbourg, 7-9 novembre 1983, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1984.

6.3. Recommandation n° R (84) 13 du Comité des Ministres sur la situation des étudiants étrangers.

6.4. Rapport de la 3^e Conférence sur *European academic mobility*, Rome, Italie, 23-26 octobre 1984, publié pour le Conseil de l'Europe par *Istituto per la cooperazione Universitaria*, Rome, 1984.

6.5. Recommandation n° R (85) 21 du Comité des Ministres sur la mobilité des enseignants-chercheurs universitaires.

6.6. *Programme d'activités du Conseil de l'Europe en matière d'enseignement supérieur et de recherche 1988*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1988. Cette publication contient les listes des centres nationaux d'information en matière de mobilité universitaire et d'équivalence et détails sur les cours intensifs européens et les ateliers niveau 3^e cycle.

7. Education des adultes

7.1. Recommandation n° R (81) 17 du Comité des Ministres sur les politiques de l'éducation des adultes.

7.2. Rapport du Séminaire organisé conjointement par le CDCC et le Conseil nordique sur «Changements dans la vie active — Possibilités d'apprentissage?», Landskrona, Suède, 10-14 juin 1985, Secrétariat pour la coopération culturelle nordique, Copenhague, 1985.

7.3. *Synthèse comportant des propositions d'action pour la mise en œuvre des projets intégrés de développement*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1985.

7.4. Rapport de la Conférence sur «L'éducation des adultes et développement communautaire: défis et réponses», Doc. CC-GP-9 (86) 6, Strasbourg, 26-29 mai 1986.

7.5. *Education des adultes et développement communautaire*, N. Tester, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1987.

8. Education et emploi

8.1. *Emploi et métiers dans l'Europe des années 80*, N. Cacace, 3^e édition, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1981.

8.2. *Demain la vie: l'étude sur la préparation à la vie du travail en Europe*, Y. Deforge, 3^e édition, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1981.

8.3. «Demain la vie pour les handicapés», J.L. Chancerel, Ch. Ogay et B. Besson, Doc. DECS/EGT (81) 100.

8.4. «Lutte contre le chômage des jeunes», S. Grabe, Doc. MTV-3 (86) 2, rapport préparé pour la 3^e Conférence des ministres européens du Travail, Madrid, 20-22 janvier 1986.

8.5. «L'évolution scientifique et technique et ses effets sur l'emploi et les conditions de travail», P. Melvyn, Doc. MTV-3 (86) 3, rapport préparé pour la 3^e Conférence des ministres européens du Travail.

9. *Education and democracy*

9.1. Declaration on intolerance — A threat to democracy, adopted by the Committee of Ministers at its 68th Session on 14 May 1981.

9.2. Resolution 743 (1980) of the Parliamentary Assembly on the need to combat resurgent fascist propaganda and its racist aspects.

9.3. *Preparation for life in a democratic society in five countries in Southern Europe*, C. Fuente and M. Muñoz-Repiso, Council of Europe, Strasbourg, 1982.

9.4. "Human rights education in primary schools", A. M. Revedin, Doc. DECS/EGT (84) 7.

9.5. Report of the Symposium on "Human rights education in schools in Western Europe", Doc. DECS/EGT (84) 25, Vienna, Austria, 17-20 May 1983.

9.6. "Human rights education in schools: concepts, attitudes and skills", D. Heater, Doc. DECS/EGT (84) 26.

9.7. "Teaching and learning about human rights in schools", I. Lister, Doc. DECS/EGT (84) 27.

9.8. "Action to combat intolerance and xenophobia", A. Perotti, Doc. DECS/EGT (84) 34.

9.9. Recommendation No. R (85) 7 of the Committee of Ministers on teaching and learning about human rights in schools.

10. *Education and the multicultural society*

10.1. *The education of the children of migrant workers in Europe: interculturalism and teacher training*, L. Porcher, Council of Europe, Strasbourg, 1983.

10.2. *Compendium of information on intercultural education schemes in Europe*, edited by M. Rey, Council of Europe, Strasbourg, 1983.

10.3. Recommendation 968 (1983) of the Parliamentary Assembly on xenophobic attitudes and movements in member countries with regard to migrant workers.

10.4. Recommendation No. R (84) 18 of the Committee of Ministers on the training of teachers in education for intercultural understanding, notably in a context of migration.

10.5. *Training teachers in intercultural education?* M. Rey, Council of Europe, Strasbourg, 1986.

10.6. *Intercultural education: concept, context, curriculum practice*, edited by C. Jones and K. Kimberley, Council of Europe, Strasbourg, 1986.

10.7. Final report of the CDCC's project on "The education and cultural development of migrants", Doc. DECS/EGT (86) 6 Final, Council of Europe.

10.8. Recommendation 1034 (1986) of the Parliamentary Assembly on the improvement in Europe of mutual understanding between ethnic communities "Daring to live together".

9. *Education et démocratie*

9.1. Déclaration sur l'intolérance — Une menace pour la démocratie, adoptée par le Comité des Ministres lors de sa 68^e Session du 14 mai 1981.

9.2. Résolution 743 (1980) de l'Assemblée parlementaire relative la nécessité de combattre les réapparitions de la propagande fasciste et de ses aspects racistes.

9.3. *Préparation à la vie dans une société démocratique dans cinq pays de l'Europe méridionale*, C. Fuente et M. Muñoz-Repiso, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982.

9.4. «L'enseignement des droits de l'homme dans les écoles primaires», A.M. Revedin, Doc. DECS/EGT (84) 7.

9.5. Rapport du Symposium sur «L'éducation relative aux droits de l'homme dans les écoles d'Europe occidentale», Doc. DECS/EGT (84) 25, Vienne, Autriche, 17-20 mai 1983.

9.6. «L'enseignement sur les droits de l'homme dans les écoles: concepts, attitudes et compétences», D. Heater, Doc. DECS/EGT (84) 26.

9.7. «L'enseignement et l'apprentissage des droits de l'homme dans les écoles», I. Lister, Doc. DECS/EGT (84) 27.

9.8. «La lutte contre l'intolérance et la xénophobie», A. Perotti, Doc. DECS/EGT (84) 34.

9.9. Recommandation n° R (85) 7 du Comité des Ministres sur l'enseignement et l'apprentissage des droits de l'homme dans les écoles.

10. *L'éducation dans une société multiculturelle*

10.1. *L'éducation des enfants des travailleurs migrants en Europe: l'interculturalisme et la formation des enseignants*, L. Porcher, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1983.

10.2. *Recueil d'informations sur les opérations d'éducation interculturelles en Europe*, sous la direction de M. Rey, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1983.

10.3. Recommandation 968 (1983) de l'Assemblée parlementaire relative aux attitudes et mouvements xénophobes dans les pays membres à l'égard des travailleurs migrants.

10.4. Recommandation n° R (84) 18 du Comité des Ministres sur la formation des enseignants à une éducation pour la compréhension interculturelle, notamment dans un contexte de migration.

10.5. *Former les enseignants à l'éducation interculturelle?* sous la direction de M. Rey, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1986.

10.6. *L'éducation interculturelle: concept, contexte et programme*, sous la direction de C. Jones et K. Kimberley, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1986.

10.7. Rapport final du projet du CDCC sur «L'éducation et le développement culturel des migrants», Doc. DECS/EGT (86) 6 final, Conseil de l'Europe.

10.8. Recommandation 1034 (1986) de l'Assemblée parlementaire relative à l'amélioration en Europe de la compréhension entre les communautés ethniques «Osons vivre ensemble».

10.9. *Gypsies and travellers*, J.-P. Liégeois, Council of Europe, Strasbourg, 1987, published in the series "Dossiers for the intercultural training of teachers".

11. *Education and the mass media*

11.1. *The use of the media at school to prepare young people for life*, C. Gambiez, Council of Europe, Strasbourg, 1982.

11.2. Report of the Symposium on "The secondary school and the mass media", Grenoble, France, 29 June-3 July 1981, Council of Europe, Strasbourg, 1982.

11.3. Report of the European Teachers' Seminar on "Young people and advertising: the role and responsibility of the school", Doc. DECS/EGT (84) 44, Donaueschingen, Federal Republic of Germany, 19-24 November 1984.

11.4. Report of the Colloquy on "The press in schools", organised by the Council of Europe and the Association Régions, Presse, Enseignement, Jeunesse (ARPEJ), Doc. DECS/EGT (86) 7, Strasbourg, 20-25 March 1985.

11.5. *Media education in Europe in the 1980s* by L. Masterman (available soon).

12. *The European dimension*

12.1. "Against bias and prejudice: the Council of Europe's work on history teaching and history textbooks", Doc. DECS/EGT (86) 42.

12.2. Recommendation No. R (82) 18 of the Committee of Ministers on modern languages.

12.3. Report of the Symposium on "The initial and in-service training of teachers of modern languages", Delphi, Greece, 23-28 May 1983, Council of Europe, Strasbourg, 1985.

12.4. Recommendation 1043 (1986) of the Parliamentary Assembly on Europe's linguistic and literary heritage.

12.5. Consolidated report on "The school interaction network", Doc. CC-GP 12 (87) 12.

12.6. Final report of the project group of CDCC's Project No. 12 on "Learning and teaching modern languages for communication", Doc. CC-GP 12 (87) 11.

12.7. "Europe's cultural identity", H. Janne, Doc. DECS/EGT (81) 30.

12.8. The report of the Symposium on "Europe in secondary school curricula", Neusiedl-am-See, Austria, 6-10 April 1981, Council of Europe, Strasbourg, 1982.

12.9. Recommendation No. R (83) 4 of the Committee of Ministers on the promotion of an awareness of Europe in secondary schools.

12.10. Report of the European Teachers' Seminar on "Teaching about European co-operation and integration in upper secondary education", Doc. DECS/EGT (87) 31, Ebeltoft, Denmark, 23-27 March 1987.

10.9. *Tziganes et voyageurs*, J.-P. Liégeois, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1987, publié dans la série «Dossiers pour la formation interculturelle des enseignants».

11. *Education et mass media*

11.1. *L'utilisation des médias à l'école dans le but de préparer les jeunes à la vie*, C. Gambiez, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982.

11.2. Rapport du Symposium sur «L'école secondaire et les médias», Grenoble, France, 29 juin-3 juillet 1981, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982.

11.3. Rapport du Séminaire européen d'enseignants du Conseil de l'Europe sur «Les jeunes gens et la publicité: le rôle et la responsabilité de l'école», Doc. DECS/EGT (84) 44, Donaueschingen, République Fédérale d'Allemagne, 19-24 novembre 1984.

11.4. Rapport du Colloque «La presse à l'école» organisé par le Conseil de l'Europe et l'Association Régions, Presse, Enseignement, Jeunesse (ARPEJ), Doc. DECS/EGT (86) 7, Strasbourg, 20-25 mars 1985.

11.5. *Media education in Europe in the 1980s*, L. Masterman (disponible prochainement).

12. *La dimension européenne*

12.1. «Contre les stéréotypes et les préjugés: les travaux du Conseil de l'Europe sur l'enseignement de l'Histoire et les manuels d'Histoire», Doc. DECS/EGT (86) 42.

12.2. Recommandation n° R (82) 18 du Comité des Ministres concernant les langues vivantes.

12.3. Rapport du Symposium sur «La formation initiale et continue des enseignants de langues vivantes», Delphes, Grèce, 23-28 mai 1983, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1985.

12.4. Recommandation 1043 (1986) de l'Assemblée parlementaire relative au patrimoine linguistique et littéraire de l'Europe.

12.5. Rapport de synthèse sur «Le réseau d'interactions du secteur scolaire», Doc. CC-GP 12 (87) 12.

12.6. Rapport final du groupe du Projet n° 12 du CDCC sur «Apprentissage et enseignement des langues vivantes aux fins de communication», Doc. CC-GP 12 (87) 11.

12.7. «L'identité culturelle européenne», H. Janne, Doc. DECS/EGT (81) 30.

12.8. Rapport du Symposium «L'Europe et les programmes de l'école secondaire», Neusiedl-am-See, Autriche, 6-10 avril 1981, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982.

12.9. Recommandation n° R (83) 4 du Comité des Ministres concernant une meilleure sensibilisation à l'Europe dans les écoles secondaires.

12.10. Rapport du Séminaire européen d'enseignants sur «L'enseignement de la coopération et de l'intégration européennes dans les écoles secondaires supérieures», Doc. DECS/EGT (87) 31, Ebeltoft, Danemark, 23-27 mars 1987.

12.11. Reports of the European Teachers' Seminars on "Europe in the primary school", Docs. DECS/EGT (81) 5, (83) 87 and (85) 48, Donaueschingen, Federal Republic of Germany, 23-28 November 1981 and 25-30 November 1985, and Gazzada, Italy, 2-7 May 1983.

12.12. Recommendation 897 (1980) of the Parliamentary Assembly on educational visits and pupil exchanges between European countries.

12.13. Report on "The first European youth theatre encounter", Doc. CDCC (87) 65, Stratford-upon-Avon, United Kingdom, 22 July-15 August 1987.

13. *Education for life in an interdependent world*

13.1. Information document on the CDCC's work on "Education for life in an interdependent world", Doc. DECS/EGT (86) 41. The document contains a bibliography of the reports of the eighteen European teachers' seminars that were held between 1979 and 1986 on the way in which North-South issues are taught in schools in Europe.

13.2. Conclusions and recommendations of the Symposium on "The world in the European classroom", Doc. DECS/EGT (87) 58, Haikko, Finland, 1-5 September 1986.

13.3. Recommendation 1069 (1988) of the Parliamentary Assembly on development education.

14. *General*

14.1. "Resolutions of the Standing Conference of European Ministers of Education, 1959-85", Doc. M-ED-15-2.

14.2. *Learning for life: the Council of Europe's work for education*, Council of Europe, Strasbourg, 1984.

14.3. *Third medium-term plan 1987-1991*, Council of Europe, Strasbourg, 1986.

14.4. "European co-operation on education: the activities of Unesco, the OECD, the Council of Europe, the European Community and the Nordic Council of Ministers", Doc. M-ED-15-6, progress report prepared for the 15th Session of the Standing Conference of European Ministers of Education, Helsinki, Finland, 5-7 May 1987.

12.11. Rapport du Séminaire européen d'enseignants sur «L'Europe à l'école primaire», Docs. DECS/EGT (81) 5, (83) 87 et (85) 48, Donaueschingen, République Fédérale d'Allemagne, 23-28 novembre 1981 et 25-30 novembre 1985, et Gazzada, Italie, 2-7 mai 1983.

12.12. Recommandation 897 (1980) de l'Assemblée parlementaire relative aux visites éducatives et aux échanges d'écoliers entre les pays d'Europe.

12.13. Rapport sur «La première rencontre européenne du jeune théâtre», Doc. CDCC (87) 65, Stratford-upon-Avon, Royaume-Uni, 22 juillet-5 août 1987.

13. *L'éducation pour la vie dans un monde interdépendant*

13.1. Note d'information sur les travaux du CDCC sur «L'éducation pour la vie dans un monde interdépendant», Doc. DECS/EGT (86) 41. Ce document contient une bibliographie des rapports des dix-huit séminaires européens d'enseignants qui ont eu lieu entre 1979-1986 concernant l'enseignement de la problématique Nord-Sud dans les écoles en Europe.

13.2. Conclusions et recommandations du Symposium sur «Le monde à l'école en Europe», Doc. DECS/EGT (87) 58, Haikko, Finlande, 1-5 septembre 1986.

13.3. Recommandation 1069 (1988) de l'Assemblée parlementaire relative à l'éducation au développement.

14. *Généralités*

14.1. «Résolutions de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education, 1959-1985», Doc. M-ED-15-2.

14.2. *Apprendre pour vivre: les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1984.

14.3. *Troisième plan à moyen terme 1987-1991*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1986.

14.4. «La coopération européenne en matière d'éducation: activités de l'Unesco, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe, de la Communauté européenne et du Conseil nordique des ministres, Doc. M-ED-15-6, rapport préparé pour la 15^e Session de la Conférence permanente des ministres européens de l'Education, Helsinki, Finlande, 5-7 mai 1987.